Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

11 mars 1994

ELECTIONS CANTONALES



Votre vie demain

Un an de Balladur

"Ça va mieux" mais pour qui ?

n° 220
10 F
ISSN 0995-0583

Col. Fondation Jean-Jaurès

OFFRE SPECIALE VENDREDI HEBDO

LA COLLECTION PLANÈTE

K7 50 Frs indispensable dans votre discothèque "LE MEILLEUR DES MUSIQUES DU MONDE" **CD 90 Frs**



■ Planète Reggae Vol. 1
Peter Tosh, Culture, Black Uhuru, Yellowman, Dillinger, Lee Perry & Prince Jazzbo, Abyssinians, Gregory Isaacs, Third World, The Itals, Jimmy Cliff, Bob Marley, Lucky Dube, LKJ, Denny Brown, Burning Spear.



■ Planète Reggae Vol. 2
Yellowman, Burning Spear, Urgy, Yabby You, Israel Vibration, Iiahman, R. Dumisani, A. Gussie & The New Examples., Lee. Perry, G. Isaacs, J. Cliff, Big Youth, The Maytals, T. Tribe, Inner Circle, P. Banton, Chaka. Demus & Pliers, Macka B.



■ Planète Brésil
Fafa de Belem, Flavio Faria & Rosinha de Valenca, Antonio Carlos Jobim & Milicha, Astrud Gilberto, Chico Buarque, Maria Bethania, Joyce, Gilberto Gil, Toquinho & Vinicius de Moraes, Maysa, Milton Nascimento, Caetano Veloso, Jorge ben, Maria Creuza, Elis Regina, Charlie Brown.



■ Planète Raggamuffin
Cutty Ranks, Cobra, Johnny P., Anthony Gussie & The New Examples, Massiah Sound System, Super Cat, Dirtsman, Apachi Indian, Little Lenny, Daddy Yod, Pablo Master, JND, Tony Rebel avec Ken Bob, Shabba Ranks avec Maxi Priest, Little Kirk, Pinchers & Frankie Paul, Sai Sai, Tiger.



■ Planète Blues Vol. 1
T. Bone Walker, Bo Diddley, Muddy Waters, Howlin'Wolf, Canned Heat, John Mayall, Sony Boy Williamson & The Animals, Johnny Winter, All Star & Jeff Beck, Eric Clapton, Yardbirds, Fleetwood Mac, Chuck Berry, Screamin' Jay Hawkins.

RFM

ILS ONT AIMÉ :

● **Le Nouvel Obs...**
"La collection planète est conçue comme un atlas musical, elle réunit les meilleurs titres du genre."

● **L'Evenement...**
"C'est idéal pour démarrer une discothèque."

● **L'Express...**
"Les disques de la collection planète n'ont rien à voir avec les compil' fourre tout. Ici la qualité du son est irréprochable, le choix des thèmes également. Idéal pour découvrir la sono mondiale."



■ Planète Zouk Vol. 1
Zouk Machine, Sakiyo, Francky Vincent, Tanya St-Val, Malavoi, Kassav, Ralph Thamar, Ronald Rubinel, Dédé St-Prix, Eric Virgal, Dominique Bernier, Philippe Lavil & Jocelyne Beroard, Expérience 7, Joelle Ursull, Marie-José Alie.



■ Planète Blues Vol. 2
Muddy Waters, Etta James, Dale Hawkins, Howlin' Wolf, Koko Taylor, Willie Dixon, Elmore James, Jimmy Reed, Ten Years After, J.J. Milteau, Joe Cocker, Luther Allison, Calvin Russel, Canned Heat, Steve ray Vaughan, J.J. Goldman.



■ Planète Zouk Vol. 2
Kassav, Ralph Thamar, Francky Vincent, Sakiyo, Jocelyne Beroard, Joelle Ursull, Malavoi, Zouk Machine, Dédé St-Prix, Kali, Tanya St-Val, J.M. Rotin, Alain Marlin.



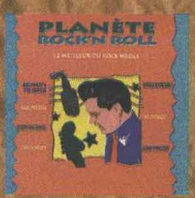
■ Planète Afrique
Mory Kante, Toure Kunda, Alpha Blondy, Ismael Lo, Pierre Akendengue, Sipho Mchunu / Mama Bhubesi, Princesse Erika, Condry Ziouru, Johnny Clegg & Juluka, Salif Keita, Youssou'N'Dour, Patrick Victor, Zaiko Langa Langa, Abeti, Franco, Myriam Makeba.



■ Planète Raï
Cheb Mami, Cheb Khaled, Chaba Fadela, Cheb Kader, Cheb Tati, Cheb Kada, Rachid Rai, Chaba Zahouania, Cheb Moumen.



■ Planète Latine
Rodolfo Y Su Tipica, Tito Puente, Eddie Palmieri, Sonora Majestad, Los Incas, Santana, Las chicas del can, Malavoi, Guillermo Portabales, Sonora Matancera, La Lupe, Impacto De Montemorelos, Ruben Blades, Los Machucambos, Wilfrido Vargas, K'Jarkas.



■ Planète Rock'n Roll
Bill Haley & The Comets, Carl Perkins, Jerry Lee Lewis, Gene Vincent, Chuck Berry, Little Richard, Bo Diddley.

BON DE COMMANDE

à retourner à : Vendredi Hebdo-Service Publicité – 10 rue de solferino 75333 PARIS Cedex 07

	Nombre d'exemplaires		Nombre d'exemplaires
Planète Reggae Vol. 1	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**	**Planète Afrique**	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =** .....
Planète Reggae Vol. 2	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**	**Planète Raï**	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =** .....
Planète Brésil	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**	**Planète Latine**	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =** .....
Planète Raggamuffin	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**	**Planète Rock'n Roll**	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =** .....
Planète Blues Vol. 1	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**	**Total en francs =**	**+ frais de port 20 F**
Planète Blues Vol. 2	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**		
Planète Zouk Vol. 1	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**		
Planète Zouk Vol. 2	CD ☐ ..... **x 90 Frs =** ..... K7 ☐ ..... **x 50 Frs =**		

Ci-joint mon règlement : ❑ par chèque à l'ordre de "Déclic Communication"
❑ par carte N° ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

Nom : .....

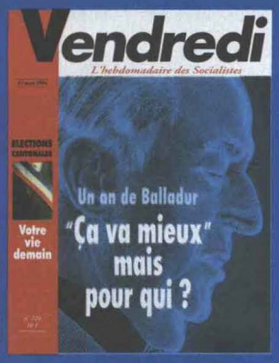
Prénom : .....

N° : ..... rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone (facultatif) : ..... *Signature obligatoire :*

Collection Planète



Le 20 mars prochain se déroulera le premier tour des élections cantonales. Ce sera l'occasion pour les forces en présence de se repositionner sur l'échiquier politique. Tous les espoirs sont-ils permis ? A en croire les derniers sondages, l'état de grâce de M. Balladur est terminé. Les Français commencent enfin à apprécier l'incongruité de sa politique qui, sous prétexte de dynamiser entreprises et consommation, ne fait qu'augmenter les bénéfices du capital. Quant à la grande masse -laborieuse ou chômeuse- on ne lui impose que des sacrifices. Retraites plus faibles et plus tardives, salaires amputés par les prélèvements obligatoires, assurances sociales au rabais. Sans compter le dernier -et non le moindre- coup d'assommoir concernant le Smic-jeunes. Il y a peu, on leur disait que leur seule planche de salut était d'obtenir un diplôme. Désormais, diplôme ou pas, ils n'auront droit qu'à un ersatz de rémunération. A quoi bon envisager un avenir s'il est sans cesse remis en cause ? La désespérance mène à la résignation... comme à la révolte. Descendre dans la rue est le moyen de protestation le plus immédiat. Voter judicieusement est une assurance pour l'avenir. D'autant que se profile un autre scrutin d'envergure qu'il s'agit de commencer à préparer : les européennes.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Co-directeur de la Publication : Didier Leconte
Directeur : Sylvie Bezançon (78.82)
Vendredi-Idées : Alain Bergounioux

RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72)
Villes et Régions : Chrystie Lipani (78.55)
Magazine : Françoise Roby (78.55)
Vendredi-Idées : Bernard Chaouat (79.01)

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Monique Bartholomeus (77.92)
Vanda Gervasio (78.58)

PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES
Marie-Lou Le Bras (78.57), Sabine Sebah (78.56)

SECRETARIAT :
Odile Fée (78.61)
Binh Vu Trong (78.53)

PUBLICITÉ
Pyramid Conseil : 42 21 40 90
Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION
Direction artistique : Pascal Lourdjane (Timoléon) - Paris
Maquette : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris

IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône

ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000

CRÉDIT PHOTO :
P. Lebrun (couv, p. 3, p. 10, p. 12, p. 14, p. 21, p. 24) ; T. Maley/Sipa Press (p. 4) ; E. Robert/Sygma (p. 4) ; N. Quidu/Gamma (p.5) ; M. Daniau/AFP (p. 6) ; Sipa press (p. 17) ; Ed. du Seuil (p. 18) ; Bernam/Sipa press (p. 20) ; N'Diaye/Imapress (p. 22) ; J. Charlier/Sipa press (p. 23) ; S. Sherbell/REA (p. 25) ; Lot (p. 28) ; S. Mein/Sygma (p. 29).

Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Anti-jeunes

Quand le Gouvernement s'occupe de la jeunesse, elle a toutes les raisons de s'inquiéter. Il a commencé par une réforme universitaire. Elle n'a pas eu le temps de faire grand bruit : le Conseil constitutionnel l'a annulée en totalité. Il a poursuivi avec la mise en cause de l'allocation-logement aux étudiants, et la réaction a conduit à un premier retrait. Après cela est venue la grande affaire de la loi Falloux, avec l'issue qu'on se rappelle. Le Smic-jeunes achève de montrer l'avenir que la droite promet aux jeunes : dévalorisation des diplômes, exploitation et précarité.

Comment s'étonner, dans un tel contexte, que le CSA ait choisi ce moment pour prétendre imposer une décision pour le moins maladroite et contestable ? Le ministre de la Communication, trop content de se faire à bon compte une image libérale que dément toute son action par ailleurs, s'empresse de prendre fait et cause pour Fun Radio. Il cherche à faire oublier que, d'où qu'elles viennent, les avanies imposées à la jeunesse trouvent toutes leur source dans le climat anti-jeunes créé par le Gouvernement lui-même.

Nous, plus discrètement mais sans dévier d'un pouce, nous entreprenons la démarche des cahiers de l'école publique. Partout les socialistes vont aller au devant des élèves, des enseignants, des parents, pour élaborer avec eux, à partir de leurs réalités et de leurs espoirs, des propositions nouvelles pour l'école de demain. Qui disait naguère que droite et gauche sont pareilles ?

M. Rocard

Cette semaine



Union européenne : élargissement ou approfondissement ?
page 6

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER
- *Cantonales : bien choisir pour votre vie demain*

10 POLITIQUE INTERIEURE
- *Un an de Balladur : "Ça va mieux" mais pour qui ?*

14 SOCIETE
- *Les inégalités face à la santé s'aggravent*

17 VENDREDI IDEES
- *John Rawls : Liberté, égalité, un mariage de raison*

21 VILLES ET REGIONS
- *Les villes moyennes et l'équilibre du territoire*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE
- *Vers quelle Europe ?*
- *Hongrie : victoire annoncée des socialistes*

28 MAGAZINE

30 COURRIER

31 INVITÉ
- *Roland Topor*

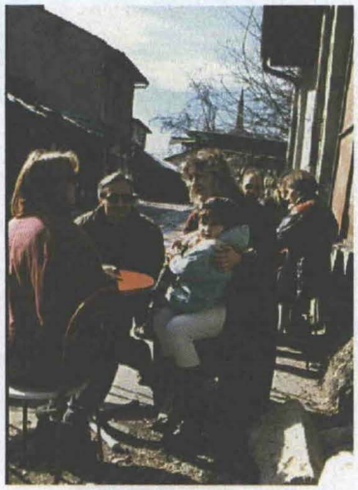
Un climat anti-jeunes créé par le gouvernement
page 12



Fondation Jean Jaurès

Femmes d'Europe, femmes de cœur

Le 19 mars, des "Femmes d'Europe, femmes de cœur et d'action", avec Elisabeth Guigou et Simone Veil, invitent les femmes de France à aider les femmes de l'ex-Yougoslavie à retrouver leur dignité. Ce jour-là, dans de nombreuses grandes surfaces, dans tous les magasins de France des Galeries Lafayette et des Nouvelles Galeries, au Bon Marché à Paris, les Françaises pourront acheter des produits pour les femmes de l'ex-Yougoslavie, comme elles le feraient pour elles-mêmes. Pour tout renseignement sur cette opération, qui mobilise de nombreuses associations, organisations syndicales et grandes entreprises, composer le 45 88 44 22.



Pensez aux femmes de Yougoslavie, le 19 mars au moins.

Gangrène, toi-même

De nombreux candidats UDF-RPR n'hésitent pas, pour ratisser large et faire risette à l'extrême-droite, à se présenter avec l'investiture CNI. Il faut savoir que le président de ce Centre national des indépendants est un de ceux qui ont le plus poussé à la révision de la loi Falloux, dénigrant avec une rare violence l'école publique. Il écrivait, le 25 juin 1993, dans le "Quotidien de Paris" : "La mainmise de toutes les officines de gauche et d'extrême-gauche sur le système éducatif français, bien avant 1981, a provoqué une véritable gangrène de nos écoles et universités."
Ce Giansily, conseiller de Paris, est membre à part entière de l'équipe politique de Chirac qui n'hésite pas à passer alliance avec la droite la plus intégriste.

Vichy en vitrine

Dans le hall de son ministère, François Bayrou a affiché ses prédécesseurs, y compris ceux de Vichy : Rivaud, Mireaux, Ripert, Chevalier, Carcopino et Bonnard. Les premiers se sont distingués par des mesures anti-laïques ; le dernier, fameux chroniqueur de la Collaboration, a présidé la première promotion de l'école des cadres de la milice après avoir supprimé les écoles normales primaires. Tout cela ne semble pas avoir gêné le ministre. La Fédération du PS de Paris lui rappelle que le régime de Vichy fut une autorité de fait et non de droit, ce qui interdit à un régime républicain et démocrate de faire mention dans les bâtiments publics des "personnalités" qui y ont sévi. Inadmissible, Monsieur le Ministre.

Claude Estier

3 mars

Rencontre avec Elie Wiesel, juste avant qu'il soit reçu par le président de la République à l'Elysée. Il est préoccupé par la menace que fait peser sur le processus de paix au Proche-Orient la folie meurtrière des colons juifs d'Hebron. Il voudrait que François Mitterrand prenne une initiative en direction à la fois de Yitzhak Rabin et de Yasser Arafat car il est, dit-il, l'un des rares hommes d'Etat qui puisse être entendu aujourd'hui par l'un et l'autre. Je sais que le président est particulièrement attentif à la situation explosive dans les territoires occupés et qu'il pèsera de tout son poids, même si ce doit être dans une certaine discrétion, pour que la paix l'emporte.

5 mars

Dans son premier éditorial en qualité de directeur-gérant du "Monde", Jean-Marie Colombani énumère les défis que doit relever le quotidien : économique et financier, professionnel, démocratique. Sur ce dernier point, je partage son opinion quand il souligne qu'"il s'agit aussi de la place de l'écrit dans nos sociétés, de l'écrit qui, contre la dictature du temps réel, de l'immédiateté et de l'instantané, permet la distance et le recul, donne le temps de l'analyse et celui de la réflexion." Je souhaite bonne chance à Colombani car il s'agit d'un combat à mes yeux essentiel et non gagné d'avance tant est précaire aujourd'hui la situation de la presse écrite française.

6 mars

Elle est morte un dimanche, celle que le cinéma avait rendue célèbre il y a déjà trente-cinq ans avec cet impérissable chef-d'œuvre que fut le film "Jamais le dimanche" de son futur mari, Jules Dassin. La disparition de Mélina Mercouri nous touche tous tant cette femme au courage indomptable, sans cesse en mouvement, combattante inlassable de la démocratie, profondément grecque, était universelle. J'ai eu le privilège de longues heures en sa compagnie, après 1967, lorsque, exilée, elle portait le flambeau de la résistance à la dictature des colonels, et après 1981, quand, devenue ministre de la Culture du gouvernement d'Andreas Papandreou, elle venait à Paris, qu'elle aimait, pour des rencontres avec ses "homologues" socialistes de l'époque, Jack Lang et Jorge Semprun. Son sourire chaleureux, sa voix rauque, son amour pour son pays et jusqu'à sa démesure en faisaient une sorte de passionaria qu'on ne pouvait pas ne pas aimer, qu'on aura du mal à oublier.

Le retour des ciseaux



A quoi sert donc le CSA ? Sa réaction à l'égard de Fun Radio fut ridicule. Comment s'offusquer de cet espace de liberté que constitue depuis plus d'un an l'émission "Lovin' Fun" ? Les animateurs Doc et Difool sont adulés par des collèges et des lycées entiers pour l'accueil qu'ils offrent à ceux qui n'ont pas toujours à qui raconter les mille et unes interrogations de la vie sociale, amoureuse ou politique avec une liberté de langage qui n'écorchent que les oreilles mal intentionnées ou totalement racornies. A moins que les libertés accordées en 1982 avec la fin du monopole des ondes ne commencent à effrayer certains. Notons que TF1 n'a jamais été rappelée à l'ordre pour ses émissions de jeux autrement plus vulgaires et malfaisantes pour les jeunes dans leurs rapports avec l'argent, ou pour la diffusion d'informations contestables comme la responsabilité bosniaque dans la tuerie du marché de Sarajevo. "Censure, c'est bien le plus gros mot de la langue française", s'égosillent les adeptes de 101.9 FM qui a bénéficié d'une pub "d'enfer". Et le CSA de remballer piteusement les ciseaux de la censure.

"Censure, c'est bien le plus gros mot de la langue française"

L'AVENIR DE LA BOSNIE

Une et indivisible

"Il n'est pas acceptable de vouloir partager la Bosnie" a affirmé Michel Rocard en visite à Sarajevo, les 5 et 6 mars, à l'invitation des socialistes bosniaques.

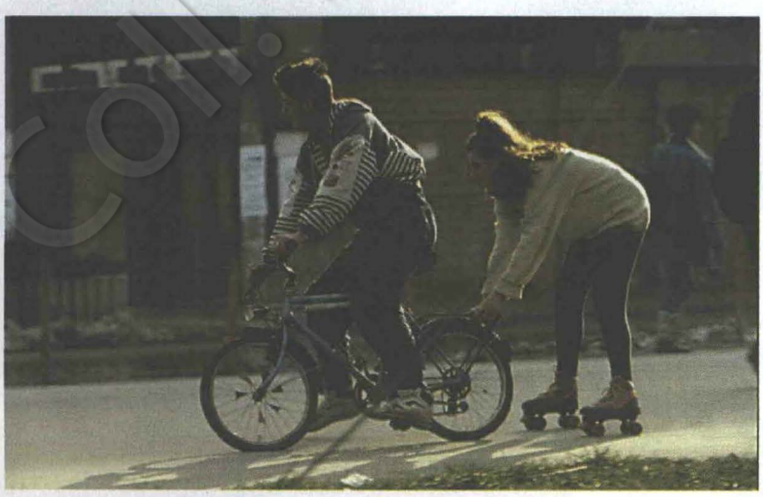
Michel Rocard s'est entretenu longuement avec les responsables militaires des forces françaises de la FORPRONU et a visité un bataillon d'infanterie ainsi que le détachement aérien qui contrôle l'aéroport de Sarajevo depuis vingt mois. Il a tenu à se rendre sur le terrain pour saluer le travail des "casques bleus" français dans le début de remise en fonction des services publics de la ville, comme le ramassage des ordures, le gaz, l'électricité, ou encore ce projet symbolique de rétablir une ligne de tramway. "Vous êtes ici à Sarajevo qui est l'exemple d'un crime de guerre" a affirmé, lors d'une longue rencontre à la présidence bosniaque, le président Alija Izetbegovic. Michel Rocard lui a confirmé qu'il soutenait sans hésitation la Bosnie-Herzégovine une et indivisible, qu'il refusait tout partage de Sarajevo, qu'il était urgent d'ouvrir l'aéroport de Tuzla et de lever le siège des autres enclaves tenues par les Serbes, selon le même scénario que pour Sarajevo, et qu'il défendait le principe de la libre circulation des personnes en Bosnie et le retour inconditionnel de tous les réfugiés. Le premier secrétaire du Parti socialiste s'est inquiété de la situation dans les enclaves bosniaques et a fait le point avec le président Izetbegovic sur l'état de la situation à Srebrenica, Gorazde, Zepa, Bihac... Il s'est également entretenu, au siège des principaux partis politiques bosniaques, avec les responsables politiques et, notamment, le Parti social démocrate et le parti démocratique des citoyens : "A Sarajevo, il n'y a pas eu un tremblement de terre, ou un déluge ; il s'agit d'une pure agression" a affirmé un responsable du SDP, "la tragédie que nous vivons est considérable". Michel Rocard a réaffirmé la nécessité de punir les criminels de guerre, se montrant surpris que le tribunal dont la mise en place avait été annoncée ne soit toujours pas opérationnel. Il s'est étonné de l'hypocrisie qui veut que les nationalistes serbes puissent continuer à tirer, sans violer les règles de l'ultimatum, avec toutes les armes inférieures à 12,7 mm.

Michel Rocard a tenu a se rendre au marché Markale où a eu lieu le bombardement criminel de février dernier. Il a visité la bibliothèque nationale, détruite dès le début du conflit, le terrain de football transformé en cimetière à Kochevo, une synagogue miraculeusement épargnée par la guerre -où il a rencontré David Kamhi, principale figure juive de Sarajevo- et s'est rendu dans les locaux du quotidien Oslobodenje ("libération" en français) où il s'est entretenu avec Zladko Dizdarevic, son rédacteur en chef. Si cette visite n'était pas médiatisée, l'ancien Premier ministre a néanmoins tenu à marquer sa solidarité avec les Bosniaques dans un entretien télévisé.

Michel Rocard s'est enquis des conditions matérielles dans lesquelles vivent plusieurs centaines de milliers de Sarajeviens : pénurie d'eau, d'électricité, de gaz, absence d'ascenseur... Il a pris son petit déjeuner dans une famille bosniaque en compagnie de M. Ibrahim Spahic, directeur du festival d'hiver de Sarajevo et président du Centre international de la paix.

Enfin, il a eu un long entretien avec les principaux intellectuels de Sarajevo : "Je suis admiratif devant une telle résistance culturelle" a expliqué Michel Rocard qui a estimé qu'il fallait ouvrir rapidement un centre intellectuel bosniaque à Paris et un centre culturel français à Sarajevo.

Frédéric Martel



Peu à peu, la vie reprend ses droits dans Sarajevo

A vos agendas

Mars 1994

Dimanche 13
- *Election législative partielle, Alpes-Maritimes (2e tour).*
- *Michel Rocard à "7 sur 7", 19 h, TF1.*

Mardi 15
- *Michel Rocard en réunion publique à Limoges (Haute-Vienne).*

Mercredi 16
- *Meeting avec Daniel Vaillant à Asnières (92).*
- *Manifestation et colloque en vue d'obtenir la débaptisation de la rue Alexis Carrel (Paris 15e) à l'initiative d'une trentaine d'organisations, dont le PS. Salle du Patronage laïque, 72 avenue Félix Faure, 75015 Paris. 19 h. Tél : 42 76 50 28.*

Jeudi 17
- *Michel Rocard en Isère. Visite à Bourgoin-Jallieu et réunion publique à Grenoble.*
- *Conférence sur l'ex-Yougoslavie avec Jacques Julliard, organisée par le "Forum cultures et solidarités", avec le concours du MJS. Université de Cergy-Pontoise. 20 h. Tél : 34 25 61 86.*

Vendredi 18
- *Meeting avec Daniel Vaillant dans la Drôme.*

Vendredi 18 au dimanche 20
- *23e congrès du PSOE à Madrid.*

Dimanche 20
- *Elections cantonales (1er tour).*

Lundi 21
- *Journée mondiale contre le racisme.*

Mardi 22
- *Conférence "Le PSE et l'Europe" avec Gérard Fuchs. Maison de l'Europe, 32 rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Tél : 44 61 85 85.*

Jeudi 24
- *Michel Rocard en réunion publique à Sochaux-Montbéliard (Doubs).*

Dimanche 27
- *Elections cantonales (2e tour).*

Lundi 28 au jeudi 31
- *Congrès de la FSU à Mâcon.*

Mercredi 30
- *Conseil national (avec adoption de la proposition de liste pour les européennes).*

Jeudi 31
- *Réunion des comités "Sécurité" et "Europe de l'Est" de l'Internationale Socialiste à Budapest.*

Les dates du congrès de la FEN, à Tours, du 7 au 11 mars, ont malencontreusement été omises dans notre précédent agenda. Excuses.

coll. Fondation Jaurès

DOSSIER

Les élections cantonales des 20 et 27 mars, où la moitié des électeurs se prononceront, constitueront un scrutin difficile pour le PS. Mais elles devraient marquer un redressement par rapport aux législatives de 1993. Les socialistes ont lancé leur campagne nationale en mettant l'accent sur les échecs du gouvernement Balladur. Leurs candidats sont sur le terrain, à l'écoute de leurs concitoyens, car l'enjeu est aussi local. Les conseils généraux sont dotés de compétences qui concernent la vie quotidienne des Français.



Col. Fondation Jaurès

Bien choisir pour votre vie demain

Le renouvellement qui porte sur 2.026 cantons sera une élection locale qui conditionne le quotidien mais d'importance nationale pour les partis.

Le précédent renouvellement de cette série, les 25 septembre et 2 octobre 1988, peu après les victoires de l'élection présidentielle d'avril-mai 1988, et des élections législatives de juin 1988 marqua l'apogée cantonale du PS avec 34% des suffrages (PS et divers-gauche) au premier tour, et un gain d'une centaine de sièges sur l'ensemble des deux tours. Par la suite, le Parti socialiste a connu un véritable effondrement électoral (tableau) dont les cantonales de mars 1992 ont été un bon indicateur : -11,1% sur septembre 1988 (les deux séries cantonales sont électoralement équivalentes sur l'ensemble de la France). Les résultats des législatives de 1993 montrent que le PS a continué de reculer jusqu'en mars 1993. "L'actualisation électorale" par rapport à septembre 1988 va obligatoirement se traduire par un fort recul en voix, même si le PS arrive à opérer un certain redressement sur mars 1993. Il n'est pas possible de rattraper un tel recul, -12,2% de septembre 1988 à mars 1993, en si peu de temps.

Des sièges en péril

En termes de sièges, la situation est la plus mauvaise possible : le PS doit défendre nombre de sièges acquis ou conservés en septembre 1988, à son épogée électorale, alors qu'il est tombé en mars 1993 à son plus bas niveau depuis 1971. Les cantonales de 1988 ayant été nettement moins mauvaises que celle de 1992, la gauche a une proportion de sièges renouvelables sensiblement supérieure à celle de la droite. Plus de 60 % des élus de gauche sont renouvelables contre environ 45 % de ceux de droite. Ces élections seront donc marquées pour le PS, sauf bouleversements politiques majeurs d'ici mars, par des pertes sensibles en sièges et peut-être même en présidences. La faible implantation de la gauche au niveau des présidences de conseil généraux ne va sans doute pas s'améliorer. Celle-ci résulte de la conjonction de deux phénomènes.

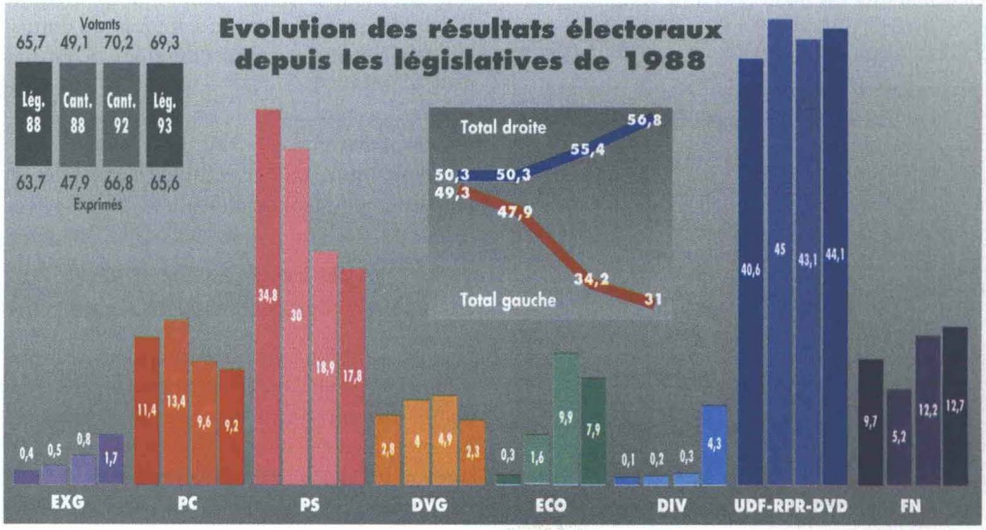
1/ Le découpage cantonal qui sur-représente la France rurale et défavorise nettement la gauche. Même après les deux renouvellements de 1976 et 1979, où elle avait obtenu environ 55% des suffrages à chaque fois, elle ne contrôlait qu'une minorité de conseils généraux de métropole (42 sur 95).

2/ Cette faiblesse de la gauche en termes d'élus résulte également de son infériorité en termes de suffrages dans les cantons qui ont voté en mars 1992, amplifiée en termes de sièges par le scrutin majoritaire. L'amélioration de la présence de la gauche dans les conseils généraux nécessite une réforme du mode de scrutin cantonal et un net redressement électoral.

Mesurer le redressement

Mais les résultats des prochaines cantonales vont être également interprétés dans la perspective des élections suivantes et particulièrement de la présidentielle. L'enjeu principal pour le PS sera de mesurer le redressement de son influence électorale par rapport au niveau de mars 1993 (17,8%). D'autres incertitudes planent sur le premier tour :

- Quel sera le niveau de la participation électorale ? En septembre 1988, la participation électorale a été la plus faible depuis1945, pour deux raisons. Les élections se sont déroulées à une période d'état de grâce où le mécontentement contre la politique gouvernementale, qui est souvent un facteur puissant de mobilisation à des élections locales ou partielles où l'enjeu de pouvoir est lui-même faiblement mobilisateur, était encore faible. Elles ont eu lieu à la sortie des congés d'été, ce qui laissait peu de temps pour la campagne électorale et la mobilisation des électeurs. A contrario, le renouvellement de l'autre série cantonale, en mars 1992, le même jour que les élections régionales, a été l'occasion d'une participation électorale record pour des cantonales, depuis 1945, grâce au cumul des effets d'une longue campagne électorale (élections en mars) et d'un très fort mécontentement antigouvernemental. La situation en mars prochain sera sans doute intermédiaire entre celle de septembre 1988 et celle de mars 1992. Le niveau de participation dépendra principalement du degré de mécontentement face à la politique gouvernementale et ne sera pas sans conséquences sur l'équilibre des forces politiques, en particulier sur le niveau du Front national qu'une forte participation a, jusqu'ici, toujours favorisé. Le niveau de la participation conditionne également le nombre des ballottages et celui des candidats qui pourront se maintenir au second tour. Il faut 25% des ▶



électeurs inscrits et la majorité absolue des suffrages exprimés pour être élu au premier tour, et 10% des électeurs inscrits ou être dans les deux premiers pour pouvoir se maintenir au second tour. Une faible participation au premier tour a donc tendance à multiplier le nombre des seconds tours mais à réduire ceux-ci à des duels entre les deux candidats arrivés en tête au premier.

- Le Parti communiste va-t-il poursuivre son déclin électoral ? Si son résultat au premier tour est supérieur à 9%, la direction du PCF pourra considérer qu'elle a stabilisé son électorat, mais un recul par rapport à septembre 1988 (13,4%) semble inévitable.

- Les écologistes éviteront-ils le retour à la marginalité électorale ?

En septembre 1988, ils n'étaient présents que dans un peu plus de 300 cantons. Leurs résultats vont dépendre de leur capacité à assurer une présence plus systématique, comme en 1992, et à conserver les électeurs acquis en 1989-1992. Les élections partielles récentes indiquent plutôt un effondrement électoral et un retour au faible niveau de septembre 1988 là où il y avait des candidats.

- Quel sera le niveau de progression du Front national par rapport à septembre 1988 ? Les élections cantonales, de par l'influence de la notoriété des candidats sur les résultats, ne sont pas très favorables au Front national, surtout si la participation est faible, comme cela fut le cas en septembre 1988. Le FN avait alors réalisé son plus mauvais résultat, 5,2%, en net recul sur celui des précédentes cantonales de mars 1985, 8,5%. Il n'avait obtenu qu'un seul élu et n'avait pu être présent au second tour que dans douze cantons.

- Les résultats de la majorité gouvernementale UDF-RPR-DVD dépendront essentiellement de la popularité du gouvernement en mars. Si le mécontentement est faible, la majorité devrait progresser en pourcentage par rapport à septembre 1988, la progression du FN restant limitée et le recul du PS étant alors important. Si le mécontentement contre le gouvernement est fort, la progression du FN sur septembre 1988 et le redressement du PS sur 1993 peuvent être de nature à limiter, sinon à annuler, la progression de la majorité par rapport à septembre 1988.

Pierre Martin

La domination de la droite

La droite détient soixante-quinze présidences de conseils généraux, le PS, douze (Côtes d'Armor, Pas-de-Calais, Nièvre, Creuse, Haute-Vienne, Gironde, Landes, Haute-Garonne, Ariège, Tarn, Aude, Bouches-du-Rhône) ; le MRG, trois (Lot, Tarn-et-Garonne, Hautes-Pyrénées) ; le PC, deux (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), et les divers gauche, trois (Gard, Belfort, Hérault).

CANTON DE VITRÉ-EST

Parier sur l'avenir

Dans ce fief centriste, où survit une mentalité très conservatrice, l'enjeu de ces élections est d'importance. Pour Corinne Jauréguy, il est essentiel, malgré l'implantation de la droite, de maintenir la présence des socialistes sur ces terres.



"Il règne, ici, un esprit particulier". C'est ce qui caractérise le mieux le canton de Vitré-Est en Ille-et-Vilaine. Dix communes dont la plus importante est Vitré. 15.000 électeurs dont les trois-quarts sur Vitré-Est, véritable bourg au milieu d'un pays rural. "Toute une tradition est profondément enracinée dans ce canton. Ici, on fait confiance au fils du père. On est travailleur, catholique, on se méfie de l'Etat et en même temps on peut se montrer moderne et généreux", explique Corinne Jauréguy. Le fils du père, c'est Pierre Méhaignerie, ministre, maire de Vitré, leader du CDS, président du Conseil général (1). Depuis 1974, il est élu au cantonales au premier tour avec plus de 70% des voix. Le PS, il y a six ans, avait fait 13% à Vitré-Est. Le frère, Paul Méhaignerie, est maire d'une des autres communes du canton. "C'est une vraie baronnie", insiste Corinne Jauréguy qui se présente pour la première fois aux cantonales. "La situation est délicate. L'état d'esprit a dérivé vers la droite et Pierre Méhaignerie, derrière son image de centriste, est vraiment un homme de droite. C'est une drôle de campagne. Elle ne peut pas être tonitruante, ça ne se fait pas, ici. En outre, j'ai des moyens plutot limités." Sont partants également : un communiste, un écologiste indépendant et un représentant du Front national.

L'œil sur les municipales

Corinne Jauréguy mène une campagne de proximité, est présente sur les marchés, organise des points-rencontres dans les communes. Elle tiendra probablement une réunion publique et rencontrera les élus du canton. Son objectif est précis. "Il faut maintenir la présence des socialistes sur ce canton, dit-elle, même si le combat est ardu. L'essentiel est d'essayer de conserver les sièges socialistes et de consolider ainsi les voix pour les élections municipales". Corinne Jauréguy est vétérinaire, elle connaît bien la situation économique du canton. Elle a d'ailleurs fait de l'emploi un de ses principaux chevaux de bataille.

Le luxueux campus

Le canton vit surtout de l'élevage laitier. "Les agriculteurs sont inquiets, poursuit la candidate. Ils ne savent plus ce qu'il faut produire pour gagner leur vie." L'abattoir de Vitré est l'un des plus importants employeurs du canton. Cette région est touchée par de nombreux licenciements, notamment à l'usine de chaussures "Noël" qui licencie 117 personnes sur 595. Corinne Jauréguy essaie également de mobiliser les électeurs autour de l'aménagement du territoire, du logement, de l'enseignement public. En dehors de Vitré, le canton ne possède qu'une seule école publique et le transport est payant, alors que pour les enfants du privé le transport est gratuit. Le Conseil général a financé un luxueux campus privé. "Il engloutit l'argent public dans une opération de ségrégation sociale entre étudiants", lance la candidate. Dans ce canton où Pierre Méhaignerie apparaît comme quelqu'un de social, et où ces élections sont un défi, Corinne Jauréguy est heureusement très motivée. Jeune et dynamique, elle travaille sur le long terme. "Il faut que les gens gardent le réflexe de choisir un bulletin socialiste", répète-t-elle avec une belle énergie.

Chrystie Lipani

(1) Actuellement, sur 53 conseillers généraux, 14 sont socialistes.

Conseil général et vie quotidienne

● Le Conseil général intervient principalement dans quatre domaines qui touchent de très près à la vie quotidienne : l'aide sociale, la voirie, l'enseignement et les aides aux communes (1).

L'aide sociale comporte la protection de l'enfance, l'aide aux personnes âgées et handicapées, l'aide médicale et le volet insertion du RMI. La voirie comprend le programme et l'entretien du réseau de routes départementales. En matière d'enseignement, le département prend en charge les collèges et la responsabilité entière des transports scolaires. Ces nouvelles compétences, dues aux lois de décentralisation, sont venues s'ajouter aux interventions traditionnelles et diverses en matière d'éducation.

● Le Conseil général apporte aux communes qui le demandent son soutien à l'exercice de leurs compétences à travers une aide financière ou des services de conseil.

Enfin, les interventions économiques du département concernent également le tourisme, le logement et la culture.

(1) Pour une information complète sur le Conseil général, il est vivement recommandé de se reporter au livre de René Dosière, Jean-Claude Fortier et Jean Mastias, "Le Conseil général" (Editions de l'Atelier). Cet ouvrage présente de manière fort instructive le fonctionnement et la vie de l'assemblée départementale.

CANTON D'AGDE

Préparer un nouvel élan

Régis Passerieux, maire d'Agde, a su dynamiser sa commune. Pour lui, le canton a besoin de s'affirmer dans le département. Il met la même énergie dans sa campagne pour le Conseil général. Les électeurs apprécieront.

En mars 1989, la ville d'Agde, qui avait pratiquement toujours été à droite, se choisit un maire socialiste : Régis Passerieux, qui à 29 ans devient le plus jeune maire de l'Hérault. Très vite, il donne à sa commune (1), première ville touristique de France en termes de capacité d'accueil (avec près de 160.000 lits), un nouveau souffle et symbolise le dynamisme. Aujourd'hui, sous l'étiquette "candidat de la majorité départementale" (2), il est engagé dans la course aux élections cantonales, soutenu par le Mouvement des radicaux de gauche. D'ailleurs, le leader départemental du MRG, André Borderes, maire-adjoint à Agde, est président du comité de soutien du socialiste.

Ce canton, plutôt rural, est composé de trois communes littorales : Agde, Vias et Marseillan et d'une autre commune, Bessan, située à l'intérieur. Il groupe près de 30.000 habitants dont 18.000 à Agde. C'est le second canton du département en nombre d'électeurs.

Le principal adversaire de Régis Passerieux est le RPR Michel Saint Blancat, maire de Vias. Il affronte également un candidat communiste, (une forte opposition communiste existe dans le canton) un Front national, un écologiste indépendant, un représentant de Génération Ecologie (qui devrait se désister pour le PS), un représentant de l'Alliance populaire, et un représentant des commerçants.

Traiter les difficultés quotidiennes

C'est lorsque le soleil écrase les ruelles du cœur de la ville d'Agde marqué par les traces du passé, que l'on est saisi par cette authenticité méditerranéenne. Tout comme à sa ville, Régis Passerieux souhaite donner une autre chance à ce canton, fort de son identité mais resté trop longtemps isolé dans le département. "Je n'ai qu'un objectif, explique le socialiste quand il rencontre les électeurs sur les marchés, à leur domicile ou dans les réunions publiques : agir pour servir les citoyens et traiter avec eux leurs difficultés quotidiennes. Un maire-conseiller général a davantage de facilités pour obtenir des financements. Le canton a besoin de s'ouvrir, de s'appuyer sur une nouvelle dynamique collective réunissant toutes ses forces". Régis Passerieux propose un plan d'action cohérent pour le canton, dont le développement économique et l'emploi (le taux de chômage est de 22% à Agde, touchant 1000 jeunes de moins de 25 ans) et le soutien au tourisme (premier secteur créateur d'emplois) sont les principaux axes de travail. Le socialiste part confiant. Il a fait ses preuves dans sa commune. Par exemple, en multipliant par cinq le budget d'aide sociale. Les résultats sont visibles. C'est un candidat compétent et crédible qui se présente pour un autre pari devant les urnes. "Les gens attendent des réponses à leurs préoccupations, dit-il. Ces élections sont aussi une occasion d'envoyer un message à Balladur."

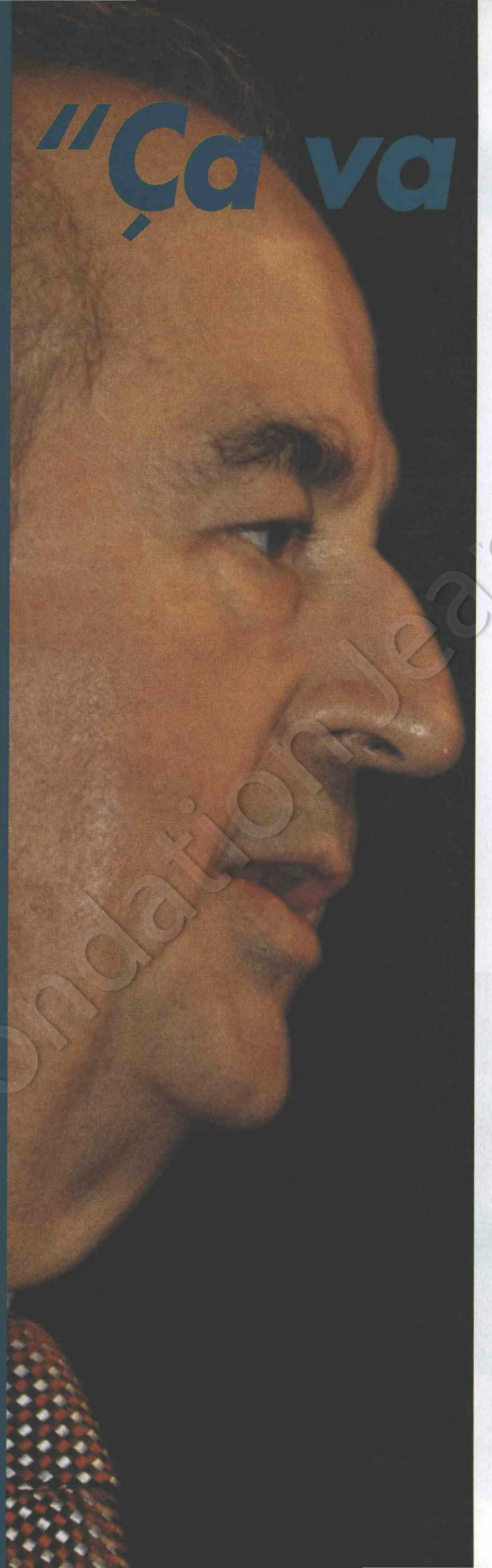
C.L.



1. La ville est composée de quatre quartiers qui ont chacun une identité forte : Agde-Centre, le Grau d'Agde, la Tamarissière et le Cap d'Agde. L'objectif principal de la nouvelle équipe municipale a été de créer un lien entre les quartiers, un trait d'union, notamment à travers le mobilier urbain.

2. Le Conseil général de l'Hérault est présidé par Gérard Saumade. La majorité socialiste ne semble pas être trop menacée.

"Avec la droite, plus ça va, moins ça va." Les affiches du PS pour la campagne électorale des cantonales expriment une indéniable réalité : le bilan d'une année de balladurisme est très nettement négatif. Le Premier ministre mène une politique de régression, notamment sur le plan social. Les Français commencent enfin à s'en apercevoir. L'image et la popularité d'Edouard Balladur en souffrent de plus en plus.



UN AN DE BAL

"Ça va mieux

On est loin des promesses qui avaient acccompagné la nomination d'Edouard Balladur à Matignon. Le bilan que l'on peut dresser de l'action du Premier ministre n'est pas flatteur. Raison de plus pour le sanctionner lors des cantonales.

"Ça va mieux, mais pour qui ?" Bonne question. Merci aux socialistes de la poser dans le cadre de la campagne des cantonales. Car ce scrutin tombe à point nommé pour faire le bilan d'un an de balladurisme. Le Premier ministre n'a pas de quoi pavoiser. D'abord, la fameuse méthode Balladur a fait long feu. Qu'il essaie de passer en force ou en douceur, le chef du gouvernement a procédé à des reculs spectaculaires au cours de ces derniers mois, sur l'école publique, le plan emploi, les marins-pêcheurs et le Smic-jeunes. Pas vraiment de quoi nourrir des ambitions présidentielles. Edouard Balladur administre la preuve qu'il n'a pas l'étoffe d'un chef d'Etat. "Il y a longtemps que la France n'a été gouvernée avec autant d'incompétence, souligne Jean Glavany. L'opinion a été longtemps dupe de l'air sérieux et compétent de M. Balladur. On voit, à présent, qu'il s'agit bien d'un gouvernement de droite." Le masque est tombé. Enfin !

Injustices sociales

Ensuite, au delà de la méthode, la politique menée depuis un an enfonce le pays dans la récession. Elle est notamment marquée par des mesures d'injustice sociale : hausse des prix de l'essence, du téléphone, des cigarettes, de la CSG ; refus de revaloriser les retraites, les pensions d'invalidité, les allocations familiales, les aides au logement ; gel du traitement des fonctionnaires en juillet dernier ; ajustement minimum du Smic ; diminution de cinq points du taux de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

" mais pour qui ?

remboursement des soins, réduction des droits à la retraite et mise en cause de la retraite à 60 ans, des prestations versées aux chômeurs, des conditions d'accès à l'allocation pour adultes handicapés ; abaissement de l'âge d'accès à l'apprentissage à 14 ans au lieu de 16 ans, etc.

Le gouvernement a ponctionné les ménages pour redistribuer au patronat, mais on attend toujours les créations d'emplois... Pire, le taux de chômage est passé de 10,5% à 12% depuis l'arrivée de Balladur à Matignon. Malgré cela, le gouvernement a choisi de diminuer les crédits destinés à l'emploi et à la formation professionnelle de 4,5% dans le budget 1994, réalisant des économies au détriment des plus défavorisés, notamment des jeunes. Et ce n'est pas la loi quinquennale pour l'emploi qui a des chances de redresser la situation. Même des dirigeants de la majorité ont dénoncé son inefficacité.

La politique économique n'est pas davantage couronnée de succès. En portant atteinte au pouvoir d'achat des plus modestes, le gouvernement a ralenti la consommation. Quant aux hausses des prélèvements obligatoires, elles n'ont pas eu les mêmes effets pour tous. De nombreux allègements fiscaux ont été accordés aux spéculateurs, aux propriétaires fonciers. L'impôt de Bourse a été réduit, et les plus-values immobilières sur les résidences secondaires, allégées.

Enfin, les privatisations ont donné l'occasion de brader le patrimoine public... et de placer les copains de Balladur.

Dans ce bilan très nettement négatif, on ne saurait oublier l'arsenal répressif des lois Pasqua qui vise à faire des étrangers des bouc-émissaires de la crise sans s'attaquer à la véritable cause de l'immigration clandestine, et à restreindre les libertés publiques avec la restauration des contrôles d'identité au faciès. Sans oublier la réforme du code de la nationalité qui, limitant le droit du sol, a supprimé un des facteurs d'intégration les plus efficaces.

Enfin, une chasse aux sorcières, discrète mais très efficace, à tous les niveaux de l'Etat et dans l'audiovisuel, fait peser de lourdes menaces sur le pluralisme et même l'équilibre de la démocratie.



Globalement, cette politique est de plus en plus mal jugée par les Français. Dans le sondage Louis Harris, publié jeudi par VSD, ils sont 51% à porter une appréciation positive sur le bilan d'un an de balladurisme, contre 46% d'opinions négatives. Seule la politique de sécurité recueille un pourcentage dépassant les 50% d'avis favorables (52%). En revanche, aux trois questions "Balladur a-t-il fait progresser : 1) l'unité des Français, 2) leur moral, 3) la justice sociale ?", les Français répondent respectivement "non" à 64%, 69% et 66%. L'action du gouvernement paraît timide à 58% des Français et audacieuse à 32%. En octobre, elle semblait audacieuse à 52% et timide à 41% d'entre eux. Un renversement de tendance très significatif. Enfin, 49% de nos concitoyens pensent que Balladur a les qualités d'un président de la République alors que 46% sont persuadés de l'inverse. De quoi réjouir Chirac et quelques autres...

Au bout d'un an, si la cote du Premier ministre s'avère encore appréciable, la séduction balladurienne pâlit considérablement et la politique menée par Matignon commence à être perçue à sa juste mesure par les Français. Décidément, les cantonales arrivent au bon moment pour sanctionner la politique de la droite.

Jean-Pierre Bedeï

Les désenchantés du balladurisme

Gérard Le Gall, responsable national du PS aux Etudes politiques, analyse l'évolution de l'image d'Edouard Balladur à travers les sondages, et les raisons qui expliquent la baisse de popularité du Premier ministre.

Le discours sur la popularité du Premier ministre a constitué la donnée politique de l'après-mars 1993. Le phénomène, difficilement niable dans son intensité, peut l'être dans son rythme et dans sa durée. Après cinq mois à Matignon, il pouvait, selon la Sofrès, être comparé à ce qu'a connu Pierre Mauroy en 1981, mais aujourd'hui, après onze mois, n'est-on pas loin de la cote de Michel Rocard en 1989 ? En réalité, ce succès d'Edouard Balladur s'explique d'abord par notre rejet en 1993 qui, de fait, lui donnait un large crédit de temps pour "juger" l'action gouvernementale ; par l'utilisation consensuelle de la conjoncture (cohabitation, crise du franc, dramaturgie sur le Gatt) ; par une intense orchestration de son statut "d'homme-neuf-éloigné-des-partis-et-des-querelles-anciennes" ; enfin, grâce à des variations thématiques alternant les figures emblématiques de Simone Veil et Charles Pasqua.

A l'évidence, le vent tourne. Les "désenchantés du balladurisme" se lèvent, à gauche d'abord, mais aussi de plus en plus à droite et au Front national ; et plus généralement, parmi les salariés. L'échec du projet de révision de la loi Falloux et la puissante réplique unitaire (16 janvier) ; l'incrédulité à l'issue du dominical séminaire gouvernemental (31 janvier) ; le violent conflit des marins-pêcheurs ; les succès de Daniel Vaillant et Michel Fromet aux législatives (6 février), l'affaire Canal Plus, les crispations lors des agapes de la droite à Matignon (22 février), une politique de la ville contestée par les élus de tous bords, une politique actionnariale flamboyante ; enfin, la symbolique "Smic-Jeunes" constituent autant de réactivations de valeurs et de réflexes sociaux, de visi- ▶



bilité d'un "Etat Balladur", de manque de maîtrise de l'action gouvernementale, d'une illustration des divisions de la droite et, au total, du marquage idéologique d'un Premier ministre jusqu'alors perçu par l'opinion sûr de lui-même et peu ou prou au service de l'intérêt de tous les Français.
Dès lors, avec une belle unanimité, tous les instituts de sondage ont publié des indices convergents, fortement cotés à la baisse, pour le Premier ministre. Les exemples abondent. La Sofrès a enregistré trois baisses consécutives de confiance (-1 point fin décembre, -3 points fin janvier, -7 points fin février) et trois hausses d'impopularité (respectivement +1, +4, +6 points).

Accentuer l'offensive

L'état de grâce est bel et bien évanoui ! Edouard Balladur n'a-t-il pas perdu 19 points et enregistré une poussée négative de 26 points depuis avril 1993 ? Aujourd'hui, après onze mois à Matignon, avec une balance positive (54% contre 43%), sa popularité souffre de la comparaison avec celle de Michel Rocard : 63% contre 31% ! Les autres instituts, BVA, IFOP, Gallup et CSA, confirment la tendance. Cette semaine, l'indice de BVA sur un "vote de confiance" fictif des Français, à l'Assemblée nationale, placerait le Gouvernement sur le fil du rasoir : 43% pour, 43% contre !
Dans ce nouveau climat, l'image du PS s'améliore lentement : +4 points en deux mois selon la Sofrès. A nous d'accentuer l'offensive à travers notre critique du Gouvernement et l'affinement de nos propositions, afin d'afficher un bon score de l'espace PS-divers gauche au premier tour de cantonales qui surviennent trop tôt et qui, nous le savons, se compareront redoutablement à l'exceptionnelle cuvée 1988 !

Gérard Le Gall

S M I C - J E U N E S

Le mélange détonant

Quand Smic et diplômés se rencontrent, le mélange est explosif. Les syndicats et les jeunes sont encore dans la rue.

Si Edouard Balladur pensait s'être sorti d'une situation délicate en déclarant que les bac+2 ne seraient pas rémunérés à 80% du Smic, mais à 80% du salaire conventionnel de la branche, il s'est bien trompé. Il s'embourbe. Il pensait diviser les jeunes, en opposant ceux qui ont un diplôme et ceux qui n'en ont pas : il n'a même pas trompé les jeunes UDF qui ont continué à lui demander de "revoir sa copie". Il a peut-être calmé la CGC, mais pas les autres syndicats. En revanche, il les a mis devant un écueil supplémentaire en leur demandant de définir eux-mêmes, avant la fin du mois, avec le CNPF, quels sont les diplômes assimilables au bac+2. La manière dont fonctionne le piège est redoutable. Si les BTS, les DEUG et les DUT font partie sans difficulté "du champ des diplômes assimilables aux diplômes définis par la loi", comment valider les autres ? Pour brouiller encore davantage les cartes, Michel Giraud, le ministre du Travail, a même déclaré, lundi dernier sur une radio, que les bacs techniques et professionnels pourraient être "assimilables" aux diplômes bac+2. Qu'en pense l'Education nationale ? Est-ce le rôle des partenaires sociaux, et d'eux seuls, de définir la norme en la matière ? Peuvent-ils, doivent-ils, définir à la vavite, en moins d'un mois, une norme aux conséquences tellement importantes au sein des entreprises, mais aussi en dehors de l'entreprise ? Peuvent-ils, doivent-ils, entamer une telle négociation sous l'épée de Damoclès du Smic qui va brouiller bien des cartes ?
Devant la difficulté de la question, le CNPF a fait savoir officieusement qu'il n'était pas demandeur du Smic-jeunes mais qu'il était prêt à discuter des diplômes. Les syndicats, eux, entendent remettre la discussion sur ses rails : tout jeune qui a un diplôme reconnu dans les conventions collectives doit être payé au niveau de ce diplôme, quel qu'il soit, jamais au-dessous, et tout jeune sans diplôme doit être rémunéré au moins au niveau du Smic, et jamais au-dessous. Il ne doit y avoir, comme l'ont demandé les socialistes dans la proposition de loi qu'ils ont déposée, aucune discrimination en fonction de l'âge. A travail égal, salaire égal : c'est simple et clair. C'est mettre le diplôme à sa véritable place, et pas à un rang qu'il n'est pas en droit de jouer. C'est mettre également le Smic à sa véritable place : il est, officiellement, le salaire minimum en dessous duquel on ne peut payer un salarié, quel qu'il soit, pour 39 heures de travail. Il est aussi la pierre angulaire sur laquelle la plupart des conventions collectives s'appuient pour définir leurs propres qualifications, la hiérarchie entre les unes et les autres et les salaires correspondants.
Refuser que quiconque, jeune ou moins jeune, soit rémunéré en dessous du Smic ou du salaire conventionnel auquel il a droit, n'est pas simplement affaire de justice ou de morale : c'est affaire de raison. Autrement, on verrait s'effondrer la base -et donc tout le système- sur lesquels repose le monde du travail.

Monique Grima

LITTORAL VAROIS

La dérive mafieuse

Deux semaines après l'assassinat de Yann Piat, députée du Var, passée, en 1988, du Front national au Parti républicain, et en dépit de la mise en examen de ses deux tueurs présumés, les interrogations subsistent sur les commanditaires et le mobile de cette exécution.

La scandaleuse élimination de cette parlementaire, fait sans précédent depuis l'affaire de Broglie (25 décembre 1976), conduit aussi à s'interroger sur les mœurs politiques nauséabondes qui sévissent dans ce département en proie aux malversations, intimidations, racket et même aux attentats.

Nombre d'élus du Var, et non des moindres, n'hésitent pas à s'afficher en public avec des truands auxquels ils confient régulièrement de basses besognes. De sorte que les premiers éléments recueillis par la PJ devraient déboucher sur divers scandales fort embarrassants pour la majorité et, plus particulièrement, pour le PR qui "tient" le département et ses principales villes. Les hommes de la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJ examinent actuellement avec intérêt des documents saisis lors de perquisitions. Certains d'entre eux font état d'étranges pratiques des élus en matière d'urbanisme et d'utilisation des subventions publiques. Sans parler des indices de collusion contre nature avec des entreprises locales où des voyous ont des intérêts. Des dérives que Yann Piat avait d'ailleurs dénoncées depuis des mois à la justice.

Pour autant, la police n'exclut pas l'hypothèse d'un contrat téléguidé par les proches de Jean-Louis Fargette, le "parrain" toulonnais abattu en Italie le 17 mars 1993. Lié à Maurice Arreckx, sénateur et président (PR) du Conseil général du Var, et à Joseph Sercia (PR), vice-président du Conseil général en charge des œuvres sociales, Fargette supportait mal l'influence grandissante de Yann Piat. Non seulement parce que la jeune femme n'était pas disposée à entrer dans ses combines mais encore parce qu'elle faisait de l'ombre à ses amis. Elle avait ainsi battu Joseph Sercia, poulain d'Arreckx, aux législatives de mars 1993. Et elle partait grande favorite pour succéder à Léopold Ritondale à la mairie d'Hyères sur laquelle Sercia avait, lui aussi, jeté son dévolu. D'où la mise en garde à vue, parmi la trentaine de personnes interpellées le 1er mars, d'une dizaine d'élus, à commencer par Joseph Sercia et quelques-uns de ses plus proches amis politiques. Pour les enquêteurs, l'audition de ces personnalités, tout comme celle de Maurice Arreckx, le 8 mars, n'a pas manqué d'intérêt, même s'ils ne se faisaient pas d'illusion sur ce qu'ils pourraient en tirer. A défaut de résoudre le crime -sur lequel ils ne s'attendaient pas davantage à obtenir d'éclaircissement lors de l'audition de Bernard Tapie- leur travail a déjà eu le mérite de mettre en lumière la dérive mafieuse dont souffre cette région en mal de démocratie.

Adrien Gillis

Le club de Vendredi

La Compagnie du Théâtre pour Jouer présente :

"REMORDS VIVANTS"

Une comédie policière et fantastique de Pascale Laurent, mise en scène de Robert Kassous et Pascal Laurent.

"Vous auriez des remords de ne pas l'avoir vu" - Le Nouvel Observateur.
"Il s'agit d'une vraie comédie, loufoque, drôle et bien rythmée" - Télérama.

le lundi 21 mars à 20 h 30

50 francs la place au lieu de 110 francs pour les lecteurs de "Vendredi".
Au Théâtre André Malraux, place des Arts, 92500 Rueil-Malmaison.

Réservez dès à présent vos places
en envoyant votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi", ainsi que vos coordonnées,
10, rue de Solferino, 75007 Paris. Tél. : 45 56 79 03

COUP D'ŒIL

Il y a une manière de faire plus d'Europe qui peut aboutir à en faire moins. Augmenter le nombre des pays membres sans améliorer les règles de la décision politique commune c'est rendre celle-ci toujours plus difficile. Le gouvernail, déjà mal adapté aux douze mains qui le tiennent, sera-t-il plus maniable à seize ?
L'avenir du projet européen se mesure-t-il en millions de km² et de consommateurs supplémentaires ? Si l'Europe n'est qu'un marché unique toujours plus vaste, dérégulée par une bureaucratie toujours plus complexe et lointaine, la tentative du repli national trouve de bons arguments. Tout simplement parce que la Nation reste alors le seul lieu de citoyenneté (même impuissante).
Et c'est de citoyenneté dont nos peuples ont faim quand tout ce qui les implique le plus directement semble se décider tout le temps sans leur avis.
Ils ne le constatent que quand c'est à leur détriment !
Piètre pédagogie !
Si les socialistes ont conclu qu'il fallait dépasser Maastricht, c'est parce qu'ils ont bien compris comment les libéraux et les nationalistes se tiennent par la main pour enfermer les choix européens entre deux absurdités. Jusqu'au point de faire liste commune...
"à deux doigts près" comme dit monsieur Sarkozy.

Jean-Luc Mélenchon

Les inégalités face à la santé s'aggravent

Alors que la Sécurité sociale atteint un déficit record, le gouvernement allie incohérence et injustice. D'abord, la fermeture de 22.000 lits, puis leur maintien, puis la suppression de lits "qui n'existent que sur le papier". Maintenant, l'augmentation de cinq points du ticket modérateur et de cinq francs du forfait hospitalier. Ainsi que le constate la Mutualité française, les pouvoirs publics transfèrent une partie des dépenses de l'assurance-maladie sur le budget des ménages. Un rapport du Plan en témoigne : en matière de santé, les inégalités se creusent.

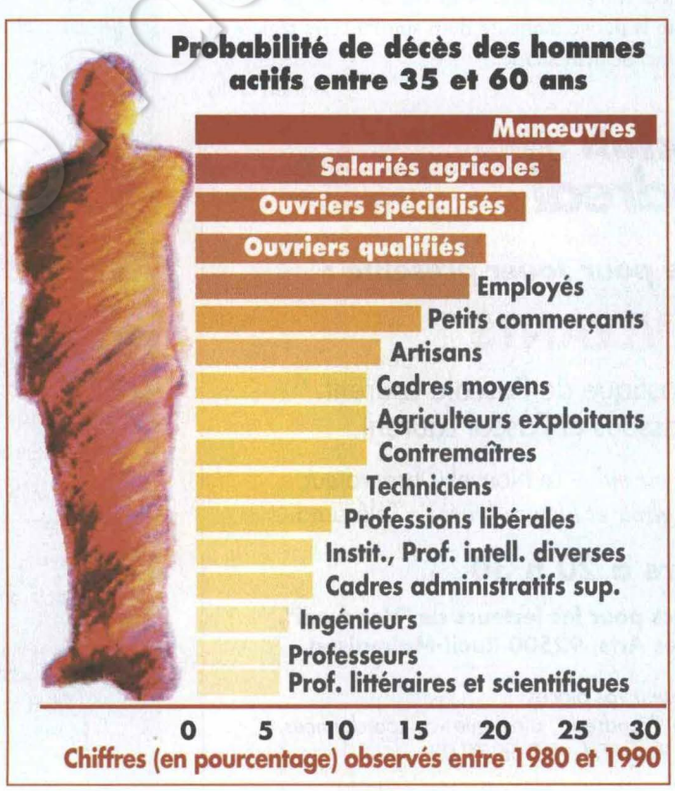
"Les inégalités de santé demeurent un des marqueurs les plus violents des inégalités entre les hommes", écrivait jadis Philippe Lazar (1).

Quarante-neuf ans après la création de la Sécurité sociale, la France a, en ce domaine, moins à se glorifier qu'elle aime à l'imaginer. "La mortalité différentielle entre les différents groupes sociaux persiste et s'aggrave", observe Christine Meyer, rapporteur du Commissariat au Plan, dans un rapport très éclairant (2).

Le fossé des âges se creuse

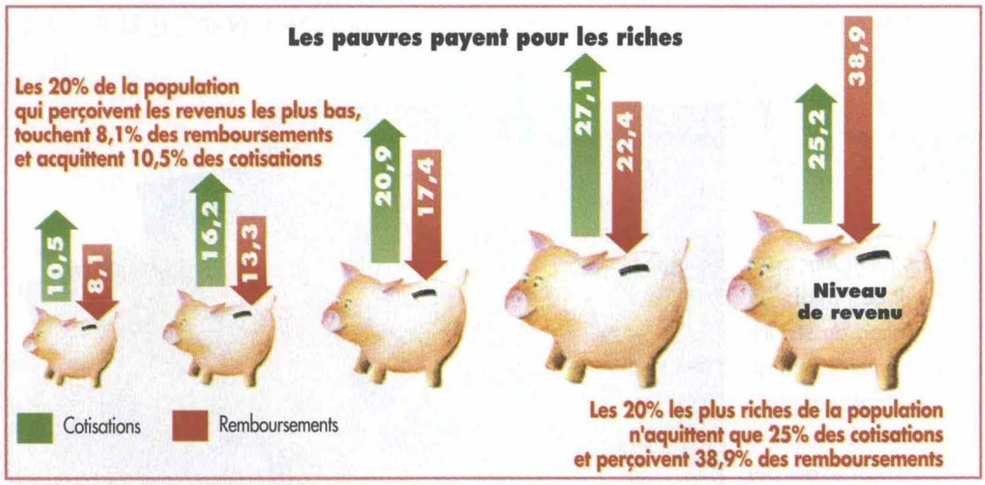
Au cours des vingt dernières années, la mortalité a baissé pour toutes les catégories sociales mais nettement plus pour les groupes favorisés (+2,3 ans d'espérance de vie) que pour les plus modestes (+1,5 an). Le fossé s'est donc creusé.

Dans les années 1980, de nouveaux risques d'accroissement des inégalités sont apparus. En tête, le chômage, qui entraîne une baisse immédiate de recours au médecin ; ensuite, le développement du secteur II (à honoraires libres). L'affiliation, ou pas, à une mutuelle (les cadres sup. sont couverts en moyenne à 90%, les OS à 67,5%) est en outre venue renforcer les différences. Enfin, le poids de plus en plus lourd du ticket modérateur (la Sécurité sociale remboursait avant l'été à 75%, 70% aujourd'hui) qui fonctionne à l'inverse de l'impôt sur le revenu en prélevant en pourcentage davantage sur les bas revenus que sur les plus élevés. Ce système d'avance de frais par les assurés paraît dépassé aux experts du Plan. La France est le seul pays de l'OCDE à demander une telle contribution pour l'accès aux soins.





Coll. Fondation de la Résistance

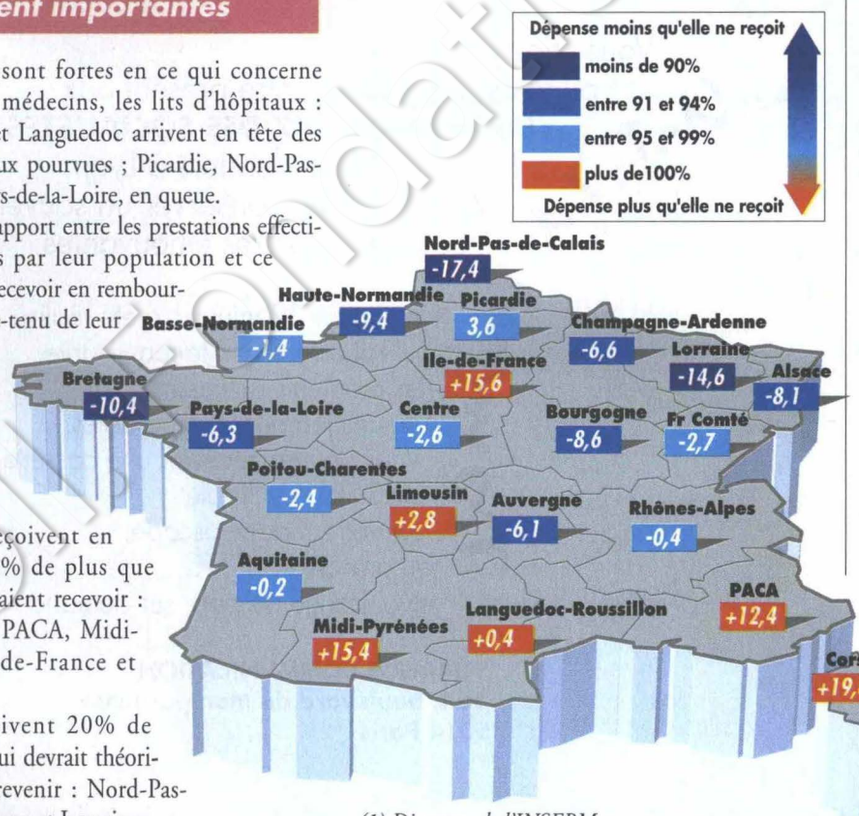


Les 20% de la population qui ont les revenus les plus bas représentent 10,5% des cotisations et perçoivent 8,1% des remboursements. Les 20% les plus favorisés représentent 25,2% des cotisations et perçoivent 39% des remboursements.
Contrairement à la plupart des pays de l'OCDE, qui financent leur système de santé par l'impôt, la France a choisi l'assurance-sociale. Socialement, ce système est porteur d'injustice, observent les experts du Plan qui suggèrent "d'élargir ou de déplafonner l'assiette des ressources de l'assurance-maladie aux revenus non salariaux" et ce "à terme relativement rapproché".

Les inégalités régionales restent importantes

Les disparités sont fortes en ce qui concerne le nombre de médecins, les lits d'hôpitaux : Corse, PACA et Languedoc arrivent en tête des régions les mieux pourvues ; Picardie, Nord-Pas-de-Calais et Pays-de-la-Loire, en queue.
Plus grave, le rapport entre les prestations effectivement versées par leur population et ce qu'elle devrait recevoir en remboursement, compte-tenu de leur structure par âge et de leur état de santé, fait apparaître des écarts importants.
Des régions reçoivent en prestations 20% de plus que ce qu'elles devraient recevoir : c'est le cas de PACA, Midi-Pyrénées, Ile-de-France et Corse.
D'autres reçoivent 20% de moins que ce qui devrait théoriquement leur revenir : Nord-Pas-de-Calais, Bretagne et Lorraine.
Les régions qui reçoivent le plus sont les plus riches, celles qui reçoivent le moins... les plus pauvres. Les prestations sociales, au lieu de jouer dans le sens d'une redistribution vers plus d'égalité, créent davantage d'injustice.
Face à la croissance d'inégalités touchant à la santé, nées de la dualisation croissante de notre société, les experts observent : "L'augmentation des ressources consacrées à la santé se fait au détriment des autres besoins collectifs et, à terme, au détriment de la santé". Autrement dit, si l'on vise une amélioration de l'état sanitaire de la population, ne vaut-il pas mieux investir dans la lutte contre le chômage et l'exclusion que directement dans la santé ? Une question fondamentale à laquelle devront répondre non seulement les politiques mais tous les Français.

Patricia Jaffray



(1) Directeur de l'INSERM.
(2) "Les inégalités en matière de santé" in "Santé 2010, Equité et efficacité du système", La documentation française, 216 p., 180 F.

TOXICOS

Comment réduire les risques

La Fédération de Paris passe à l'offensive dans la lutte contre les toxicomanies, urgence de santé publique et de sécurité.

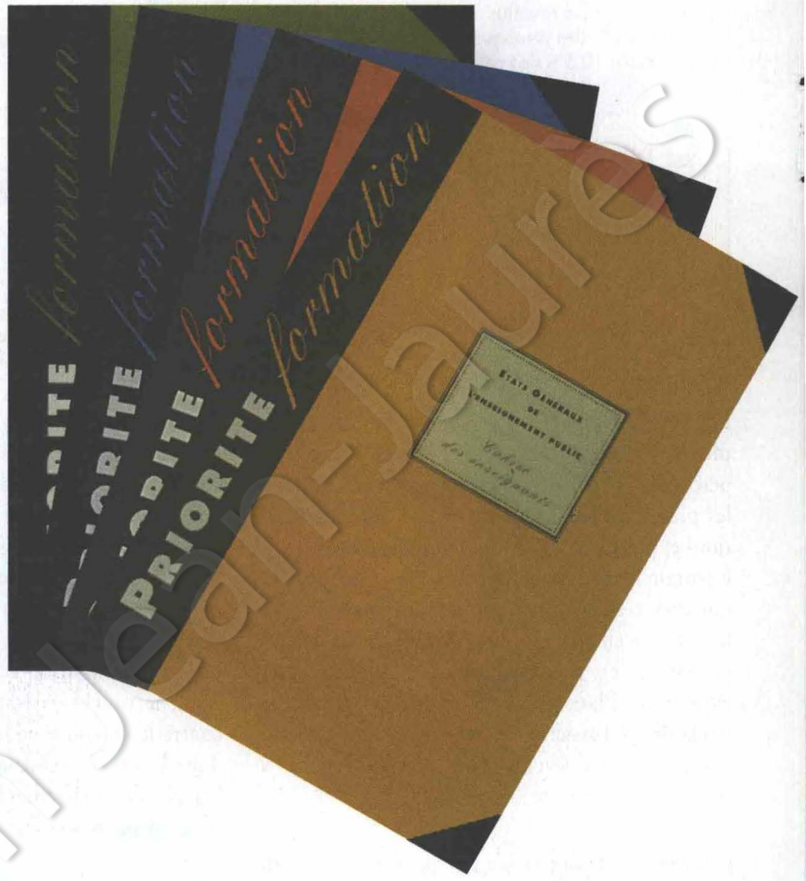
Le colloque des 5 et 6 mars, qui se voulait le point de départ d'une grande réflexion sur la toxicomanie, a rassemblé de nombreux intervenants, policiers, magistrats et représentants de la santé de tendances diverses. Au cœur du débat, la politique de santé. Pour le docteur Claude Pigement, délégué national à la Santé au PS, il faut d'urgence des mesures de réduction des risques. L'accès libre aux seringues doit être favorisé afin de lutter contre le sida. D'autre part, il faut développer l'utilisation des produits de substitution -Méthadone, Temgésic- et multiplier les places en milieu spécialisé. Le professeur Olievenstein, chef de sevice à Marmottan, n'a pas manqué de critiquer la gestion des socialistes au pouvoir, en matière de toxicomanie. Pour lui, "ni les mesures médicales, ni les produits de substitution, ni les mesures politiques, ni les mesures de répression ne peuvent répondre seules à la complexité de ce problème dont les racines sont l'aculturation, l'échec scolaire et la misère de plus en plus grande d'un certain nombre de jeunes. Pour la Méthadone, c'est une illusion grave de faire croire à une bonne drogue miracle qui remplace une mauvaise drogue illégale."
A propos de la répression du trafic, il a davantage été question d'ouvrir le débat et de sensibiliser l'opinion que de trancher. Faut-il en rester au statu quo, dépénaliser ou légaliser les drogues (douces ou dures) dans le but de désarmer les trafiquants ? Les énormes profits du trafic (800 milliards de dollars par an) la corruption qu'entraîne leur blanchiment et qui constitue une menace contre la démocratie, sont un élément de réponse. La quasi-unanimité s'est faite sur la nécessité de faire évoluer la loi de 1971, devenue inadaptée, qui réprime l'usage de la drogue, car malgré la multiplication des opérations "coup de poing", les interpellations et incarcérations, la guerre contre la drogue est en train d'être perdue. Un colloque qui ouvre le débat sur l'évolution nécessaire de la législation, et où la fédération de Paris du PS, consciente de cette urgence de santé publique, a montré que la réduction des risques est, pour les socialistes, une priorité.

C.P.

Collection Les Verts

PRÉPARONS LES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Haut les cahiers !



Le 16 janvier 1994, un million de personnes manifestaient leur attachement à l'école publique, l'école pour tous. Il s'agit désormais, en restant mobilisés et vigilants, de réussir la modernisation du service public de l'Education nationale. Sous l'impulsion de leur premier secrétaire, Michel Rocard, les socialistes lancent une enquête publique nationale préparatoire à des Etats généraux de l'enseignement public qui devraient se tenir à la rentrée. L'objectif consiste à établir un recensement exact des besoins et à débattre des progrès nécessaires. Ainsi, à l'appel de Manuel Valls et Henri Weber, tous les militants socialistes vont devoir consulter les citoyens, les parents d'élèves, les enseignants, les jeunes, en leur proposant, dans des cahiers spécifiques à chacune des catégories, de répondre à quelques questions simples pour rédiger ensemble les cahiers de l'école publique. L'ampleur sans pareil de cette opération fait appel à un investissement inhabituel des sections. Elles voient ainsi leur rôle redéfini.

Tous les acteurs de l'éducation auront à cœur de formuler concrètement les conditions et les réformes qui conforteront la priorité à l'école pour tous, à l'école publique, et la force de la laïcité comme valeur indispensable d'une société moderne et démocratique. Ce combat est essentiel et ne saurait souffrir un quelconque report. Il y a urgence, il faut impérativement se mobiliser aujourd'hui pour garantir demain.

De la discussion jaillit la lumière

Vous étiez présent
ou vous auriez voulu être présent aux
"ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES"
les 3 et 4 juillet derniers à Lyon.
Vous voudriez conserver un souvenir
de ces rencontres émouvantes.

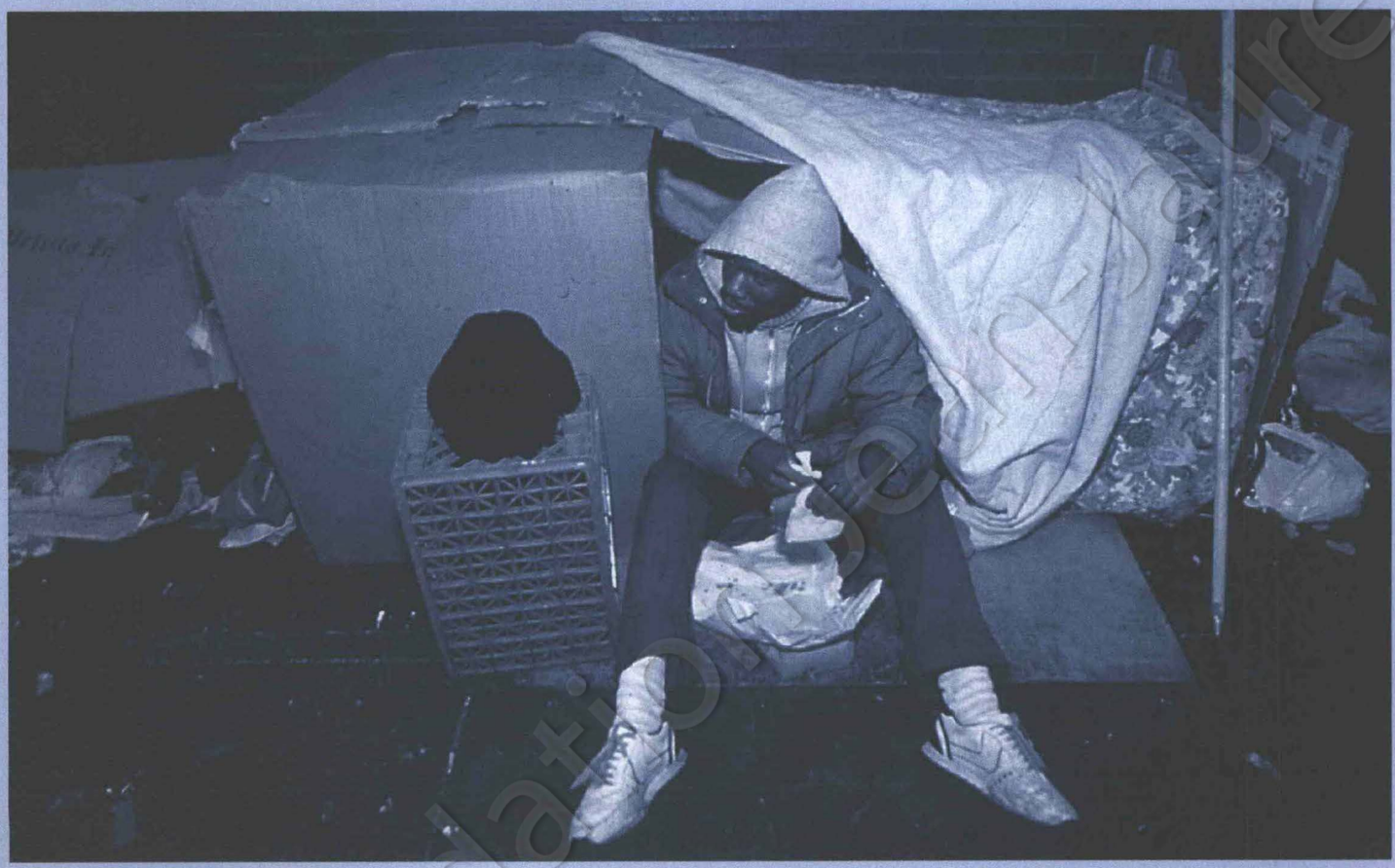
Un film de 72 minutes a été réalisé
qui raconte d'une façon vivante
les moments successifs
de ces journées mémorables.
Vous pouvez recevoir une cassette vidéo
VHS-SECAM lisible
sur votre magnétoscope,
au prix de 95 F TTC,
envoi franco de port, sur demande à :

URANUS COMMUNICATION
164, boulevard du Montparnasse
75014 Paris

"LES ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES"

Coll. Fondation Jean-Jaurès

John Rawls : Liberté, égalité, un mariage de raison



L'ambition de John Rawls est de démontrer la complémentarité des notions d'égalité et de liberté. Marier justice sociale et démocratie n'est-ce pas la vocation de la social-démocratie ? C'est ce que pensent Pierre Bouretz et Michel Charzat. Alors que Chantal Mouffe critique une pensée qui, selon elle, évacue le conflit.

Une utopie raisonnable

Pierre Bouretz*

Lorsque la "Théorie de la justice" de John Rawls paraît en 1971 aux Etats-Unis, la France reste étrangère à ce qui est vécu comme un événement de pensée dans le monde anglo-saxon, mais aussi chez nos voisins allemands, italiens ou belges. Lorsqu'elle est enfin traduite, en 1987, elle reçoit un accueil d'estime, poli mais condescendant. Défense raisonnée de l'Etat providence, n'arrive-t-elle pas trop tard, alors qu'il est déjà en crise ? Trop sociale pour plaire aux libéraux, elle est trop libérale pour enchanter une gauche qui demeure attachée à son fond volontariste, jacobin, messianique. Dès lors, il est à la fois réjouissant et symptomatique de constater que le Parti socialiste, par le rapport Charzat, l'ait placée au cœur de son nouveau noyau doctrinal. Réjouissant parce qu'il eût été dommage de l'enterrer comme la doctrine révolue d'un âge d'or de la croissance généreuse et de la redistribution. Ou de l'abandonner à ceux qui voulaient ne voir en elle qu'un dispositif contre les théories radicales de la transformation sociale inspirées du marxisme. Mais il reste qu'elle contenait aussi cette dimension. Sa reconnaissance est le signe d'une évolution que l'on pouvait souhaiter et qu'il ne fallait pas seulement associer à l'épreuve des faits ou à l'expérience du pouvoir.

L'idéal social-démocrate

La bonne fortune de cette rencontre tient sans doute à ce qu'elle repose sur la coïncidence de deux phénomènes : une transformation doctrinale du socialisme français et une interprétation de l'un des grands textes de la philosophie contemporaine. Elle se place sous les aus- ▶

pices de deux notions qui résument le sens de cette théorie et précisent celui de sa reconnaissance : social-démocratie. Quelle est en effet la signification de la "Théorie de la justice", sinon le souhait d'articuler démocratie et préoccupation sociale ? Avec elle, il s'agit d'étendre le projet démocratique de la sphère de la liberté formelle vers celle des biens et de leur répartition.

Assurer un principe de juste répartition des richesses sans sacrifier la liberté individuelle à des fins collectives.

Dans cette perspective, le second principe de justice affirme que les inégalités sociales doivent être corrigées et que le critère de cette correction est ce qui est favorable aux plus défavorisés. Mais à l'inverse, elle marque avec autant de force l'idée selon laquelle le souci de justice sociale doit demeurer compatible avec le respect intransigeant des libertés fondamentales. Tel est le sens de la priorité donnée au premier principe de justice, qui accorde à tous les individus des libertés de base égales. Assurer un principe de juste répartition des richesses sans sacrifier la liberté individuelle à des fins collectives de type moral (utilité), religieux ou communautaire (nationalisme) : c'est bien le fond de l'idéal propre à la social-démocratie qui est défendu.

Que, plus de vingt ans après, cette démarche ait admirablement accompagné nos évolutions idéologiques ne surprendra personne. Qu'elle offre un socle intellectuel solide pour ces utopies raisonnables qui mobilisent ceux qui n'ont pas renoncé à l'idéal en devenant sages, n'est guère plus étonnant. Reste à savoir si cette conception de la société politique juste et les principes qui la justifient sont susceptibles d'être étendus à d'autres dimensions, pour répondre à des questions nouvelles. Par ses travaux récents, John Rawls défend trois extensions possibles. L'une irait vers l'avant, pour



John Rawls, né en 1921, professeur de philosophie à Harvard.

envisager d'intégrer à la réflexion sur la justice le problème des générations futures. Dans cette perspective, il s'agit de savoir si l'on peut inclure dans le projet d'une société bien ordonnée le souci de léguer à nos successeurs un univers dont les ressources ne seraient ni épuisées ni détruites. La seconde extension projette la théorie vers l'extérieur, sort du cadre de l'aménagement des sociétés politiques particulières pour envisager la question d'une société internationale régie par des principes de justice. Peut-on accorder les différentes composantes de l'espace international sur des principes communs permettant de gérer leurs relations et de régler leurs conflits par des voies pacifiques ? A quoi s'ajoute une dernière extension, vers l'intérieur de nos sociétés, à l'époque de la crise de l'Etat providence, à l'heure des défis liés à la pauvreté ou aux préoccupations de santé publique. Quoi qu'il en soit des réponses strictement théoriques et des argumentations qui les justifient, on aura compris que l'intention intellectuelle demeure la même. Qu'il s'agit, en d'autres termes, de penser les problèmes associés à l'écologie, au nouvel ordre mondial, à la pauvreté ou la santé, avec cette préoccupation de justice qui cherchait à articuler liberté, égalité et fraternité. Sommes-nous capables de léguer aux générations futures une planète habitable ? Voulons-nous n'abandonner personne sur le bord des chemins du progrès et de la modernisation ? Comment imaginer une société des nations fondée sur le droit, qui respecte les libertés individuelles, reconnaisse les différences culturelles et assure une répartition équitable des richesses ? Telles sont les questions qui expriment les défis du siècle qui commence devant nous, après la fin de la guerre froide et du monde bipolaire. Nul doute que les chemins balisés par la pensée de Rawls offrent encore bien des promesses à méditer et à discuter.

** Rédacteur en chef de la revue "Esprit".*

Les deux sens du mot "libéralisme"

Le terme "libéralisme", contrairement à la définition française, s'applique, aux Etats-Unis, exclusivement au libéralisme politique (cf. article de Chantal Mouffe). Ceux qui sont qualifiés de "libéraux" aux Etats-Unis sont classés à gauche de l'échiquier politique et ont pour adversaires les conservateurs. Ainsi, les opposants les plus virulents de Ronald Reagan étaient les "libéraux". A l'inverse, la définition française du terme "libéral" (cf. articles de Pierre Bouretz et Michel Charzat) traduit un choix économique.

Erratum

Une coquille s'est glissée dans notre numéro 219 du 4 mars. Nous remercions nos lecteurs de lire p. 19, dans l'article de Denis Lefebvre, 2e §, 5e ligne : "Et ce n'est que le 13 janvier 1898... (au lieu du 10).

Les limites du libéralisme politique

Chantal Mouffe*

Depuis la parution, en 1971, de "Théorie de la justice", la pensée de John Rawls a subi une inflexion significative. Grâce à la publication, sous forme de recueil, des articles révisant la portée de son livre "Justice et démocratie", le lecteur français peut avoir accès au "nouveau" Rawls. Ayant renoncé à l'ambition de formuler une théorie universelle, il présente dorénavant sa théorie de "la justice comme équité", comme la solution au problème spécifique de la cohésion sociale dans les sociétés démocratiques modernes. Celles-ci se caractérisent par "le fait du pluralisme", c'est-à-dire par la présence d'une multiplicité de doctrines religieuses, philosophiques et morales qui, bien qu'incompatibles entre elles, sont néanmoins considérées comme légitimes. D'où l'impossibilité d'arriver à un consensus sur une conception unique du bien. Rawls estime avoir commis une erreur en laissant croire que les principes de justice constituaient une doctrine "compréhensive" à laquelle tous les citoyens d'une société ordonnée pourraient souscrire. Il insiste aujourd'hui sur la nature politique et non morale de sa philosophie. Il abandonne ainsi l'ambition de formuler des principes reconnus vrais par tous les citoyens, et vise seulement à fournir une conception qui puisse obtenir l'accord d'une diversité de doctrines. Une telle conception, qu'il qualifie de "politique", se garde de prendre position sur les questions controversées dans le domaine philosophique, moral ou religieux. Celles-ci sont reléguées à la sphère du "privé" afin de permettre, dans la sphère du "public", la création d'un "consensus par recoupement" autour des principes libéraux de la justice.

La nouveauté de ce Rawls deuxième manière ne porte pas sur le contenu, qui reste inchangé, mais sur la fonction de sa théorie de la justice, réinterprétée comme ayant un objectif essentiellement pratique : établir un ensemble de principes sur lesquels différents groupes puissent s'entendre pour organiser la société et qui permettrait la stabilité dans la pluralité.

Rawls croit ainsi avoir trouvé la réponse définitive à la question centrale de toute la philosophie politique moderne : quelles sont les institutions les plus appropriées pour réaliser les valeurs de la liberté et de l'égalité ?

La version rawlsienne du modèle démocratico-libéral est-elle une réponse cohérente ? On pourrait chicaner sur des questions de détail. Mais il est plus utile de mettre en évidence une faille fondamentale dans le projet de Rawls. Dans son dernier ouvrage, "Political liberalism", il introduit la notion de "pluralisme raisonnable". Ce concept lui sert à distinguer entre la simple reconnaissance empirique de conceptions opposées du bien, le pluralisme "simple", et ce qui constitue le véritable défi auquel, selon lui, sont confrontés les libéraux : comment faire coexister une pluralité de doctrines incompatibles bien que raisonnables ? A première vue, la proposition de Rawls -les principes de la justice ne doivent obtenir l'accord que des personnes jugées "raisonnables"- semble aller de soi. Mais à y regarder de plus près, on découvre un tour de passe-passe. Rawls définit la personne raisonnable comme celle qui accepte les principes fondamentaux du libéralisme (cf encadré). A partir de là, il n'a aucune difficulté à prouver que les principes de son libéralisme politique seraient acceptés par toutes les personnes raisonnables !

L'illusion du consensus

Loin de moi l'idée de reprocher à Rawls d'établir des limites au pluralisme et d'exclure les aspirations des adversaires irréductibles de la démocratie. Leurs conceptions ne peuvent pas être reconnues comme légitimes à l'intérieur d'une démocratie libérale. Mais il est fallacieux de présenter comme une exigence de la raison ce qui est en réalité une décision éminemment politique. C'est parce que des principes antagonistes de légitimité ne peuvent pas coexister à l'intérieur de la société politique sans mettre en cause la réalité même de l'Etat, qu'il est nécessaire de distinguer différentes formes de pluralisme. Cette incapacité à penser la dimension proprement politique, avec l'élément d'antagonisme qui lui est constitutif, explique aussi pourquoi Rawls s'imagine qu'à condition de reléguer toutes les doctrines controversées dans le "privé", il est possible d'arriver à un consensus dans le "public". La politique, pour lui, se réduit à l'allocation des richesses et une fois que, grâce à l'accord sur des principes de justice, le problème de leur distribution a été résolu, la rivalité n'a plus de raison d'être. Alors qu'il admet qu'il n'y a pas de solution ultime aux controverses religieuses, morales et philosophiques, Rawls postule que les questions politiques sont, elles, susceptibles d'un accord rationnel et définitif. C'est là l'ambition de sa théorie de la justice. Il y a là une illusion dont les conséquences peuvent être graves pour la démocratie moderne car elle conduit à faire l'impasse sur l'incertain et sur les divisions qu'il génère. C'est pourquoi il importe de reconnaître que le conflit est constitutif d'une démocratie véritable qui ne peut être préservée qu'à condition que la question de la justice y demeure ouverte.

** Directeur de programme au Collège international de Philosophie. Auteur de "La politique et ses enjeux" à paraître aux Editions de la Découverte.*

Une nouvelle charte pour la social-démocratie

Michel Charzat*

John Rawls est, dans notre pays, un méconnu célèbre. L'exception culturelle française se confondrait-elle avec un provincialisme de notre pensée politique ? Ainsi le projet socialiste de l'Arche a-t-il intrigué parce qu'il faisait référence à des penseurs tels que Rawls, Habermas ou Elias qui étaient pourtant au centre du renouveau de la pensée social-démocrate contemporaine depuis vingt ans. Au moment où les socialistes français éprouvent la nécessité de refonder leur action, la réflexion de Rawls sur les fondements éthiques du contrat social mérite d'être, à nouveau, prise en compte.

La "Théorie de la justice" est un ouvrage long, aride, d'un accès difficile pour des esprits formés par notre mode de pensée cartésien. Il s'agit de l'ouvrage de philosophie politique le plus lu du XXe siècle, tardivement publié en France en 1987.

L'originalité de Rawls est de rendre compatibles des éléments de réflexion -justice, équité, égalité- qui sont généralement disjoints.

Les normes du contrat social

Rawls redonne vie au concept de justice éclipsé aux XIXe et XXe siècles par la pensée déterministe, marxiste aussi bien que libérale. Un double principe de justice règle l'accès des individus aux biens sociaux ; les droits et libertés qui relèvent des institutions politiques ; les revenus et la richesse qui résultent des structures sociales.

Premier principe : "Chaque personne doit avoir un droit égal au système (...) le plus étendu de libertés de base égales pour tous, compatibles avec un même système de liberté pour tous."

Second principe : "Les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce ▶

que, à la fois, elles apportent aux plus désavantagés les meilleures perspectives et qu'elles soient attachées à des fonctions et des positions ouvertes à tous, conformément à la juste égalité des chances." Au terme d'une critique de "l'égalité libérale", Rawls démontre que seule "l'égalité démocratique" offre la combinaison satisfaisante de fraternité et d'égalité des chances : la justice est posée comme équité.

L'élaboration du contrat social

Dans une société où tous les hommes aspirent au meilleur, malgré leur mutuelle coopération les uns envers les autres, il est inévitable qu'il y ait des conflits. Supprimer tout conflit revient à étouffer la liberté de la personne, et le tolérer sans limites conduit au chaos. Seule l'existence d'une institution redistribuant des avantages aux plus défavorisés est en mesure de préserver la société. Dès lors, Rawls est conduit à parler de morale, retrouvant les idéaux moraux du judaïsme et du christianisme repris par Kant. Pour Rawls, l'équité et la coopération mutuelle sont les fondements de la vie sociale. Face aux libéraux, il soutient que la morale a une efficacité pratique. Face aux "marxistes", il soutient que la social-démocratie a une dimension éthique. La théorie de la justice a été reçue comme la nouvelle charte théorique du contrat social et de la social-démocratie. Elle insiste sur la compatibilité entre le socialisme et le marché pris non dans sa fonction redistributive mais dans sa fonction allocative de ressources rares. Les socialistes français, avec l'économie mixte, se placent dans ce champ de réflexion. Précisons que cette théorie refuse tout modèle octroyé de société pour proposer les mécanismes institutionnels qui garantiront les libertés fondamentales dans une société qui cherche à assurer une équitable égalité des chances. On retrouve précisément ces repères au cœur des principes qui ont fondé le projet de l'Arche.

** Membre du bureau exécutif du Parti socialiste.*

Bibliographie

■ *John Rawls,* **"Théorie de la justice",** Trad. C. Audard, Le Seuil, 1987. **"Justice et démocratie",** Le Seuil, 1993. **"Political liberalism",** Columbia University Press, 1993 (non paru en français).

■ **"Individu et justice sociale",** ouvrage collectif, Le Seuil, 1988. ■ Revue française de sciences politiques n° 1, février 1991, article de Philippe Adair. ■ Le Monde du 30/11/1993, rubrique débat : interview de John Rawls.

■ **"Autour de John Rawls : qu'est-ce qu'une société juste ?"** Table ronde du 7 mars 1994 au Centre Georges Pompidou. ■ La revue "Esprit" publiera, dans un prochain numéro, la traduction d'un article récent de John Rawls, consacré au "droit des gens" et au problème de la société internationale.

LIVRE

Papon le collabo

"Je suis le capitaine Dreyfus". C'est cette stupéfiante provocation de Maurice Papon qui a incité Gérard Boulanger, avocat des parties civiles dans le procès Papon, à prendre la plume (1) pour retracer la sinistre carrière de "collabo" de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, sous l'Occupation. "Comment le combat que constitue l'ensemble solidaire des procédures de crimes contre l'Humanité a-t-il pu dégénérer en son contraire, la tentative du bourreau d'endosser l'habit des victimes ? Une réponse s'impose. Malgré les efforts des trois magistrats qui ont tour à tour instruit le dossier Papon, nous sommes hélas entrés dans une phase perverse de cette formidable bataille pour la mémoire, à force d'atermoiements de la justice française", s'indigne, à juste titre, Gérard Boulanger. Aujourd'hui, après l'assassinat de René Bousquet, Papon reste le seul haut fonctionnaire de Vichy inculpé qui aura à répondre de son rôle dans la déportation des familles juives. S'appuyant sur une documentation incontestable, ce livre raconte avec précision et une grande clarté le parcours de ce technocrate ambitieux et cynique, organisateur de rafles et de convois qui mèneront près de 2 000 juifs vers la "solution finale". Les faits et les archives sont accablants pour Papon, même si, comme le démontre l'auteur, le haut fonctionnaire a su habilement réaliser sa reconversion pour se faire passer pour un Résistant... "La destinée de Maurice Papon tire sa singularité de l'exemplarité même de la permanence administrative que toute sa carrière ultérieure confirme", souligne Gérard Boulanger. Car loin d'expier ses méfaits, le collabo deviendra préfet de police de Paris -les manifestants de Charonne s'en souviennent-, député du Cher, et ministre du Budget de Raymond Barre. Suprême insulte de la République aux victimes des camps de la mort...

La complaisance de la haute administration, la justice, et de certains hommes politiques à l'égard de Papon prouve à quel point la France a du mal à regarder en face les heures douloureuses de son passé. Au moment où s'ouvre le procès Touvier, le livre de Gérard Boulanger réveille fort opportunément une mémoire collective que tentent d'assoupir les révisionnismes historique et judiciaire.

J.-P.B.

(1) "Maurice Papon, un technocrate français dans la collaboration", par Gérard Boulanger, Seuil, 312 p., 130 F.

HISTOIRE

La France des étrangers

L'entreprise est considérable. Il ne s'agit pas moins que de faire l'inventaire des sources publiques et privées de l'histoire des étrangers en France. L'idée a surgi en 1990, portée par les responsables de l'association Génériques (1). Cette association, qui publie le journal "Migrances", s'était déjà signalée par une formidable exposition "France des étrangers, France des libertés" centrée sur les médias des différentes communautés, présentée à Marseille, Orléans, Strasbourg et à l'Arche de la Défense.

La première recherche conduite par Rochdy Alili dans le département de Haute-Savoie, a été étendue aux départements voisins et à l'ensemble de la région Rhône-Alpes. En juin 1992, une convention était signée entre l'association et le ministère de la Culture et de la Francophonie en vue de l'établissement, dans un délai de trois ans, de cet inventaire. Un comité de suivi a été installé le 23 février 1993, présidé par Jean Favier, alors directeur des Archives de France, et André Jeanson. Fin 1993, outre la région Rhône-Alpes, cinq régions étaient prospectées : le Nord-Pas-de-Calais, la Bourgogne, la Haute-Normandie, la Picardie, l'Ile-de-France.

Les informations recherchées se trouvent dans les archives publiques départementales, municipales et communales, dans celles des grandes administrations (inspection du travail, de l'emploi, agriculture, armée...), des organismes privés (églises, syndicats) et des associations. Le type de documents va des archives d'état-civil, de recensement et de naturalisation, jusqu'à la production des étrangers eux-mêmes : journaux, photographies, faire-part... Elles témoignent de l'attitude plus ou moins bienveillante voire, dans certaines périodes, carrément hostiles -on pense évidemment à Vichy- des autorités françaises, du regard que des Français portaient sur les étrangers, mais aussi de la prodigieuse vitalité de ces communautés qui, d'étrangères, sont devenues parties constituantes de notre peuple.

Nos lecteurs -notamment les élus, responsables associatifs ou syndicaux- peuvent contribuer à cette somme monumentale en signalant l'existence de telles archives (1). Ce serait une aide importante pour tous les historiens, journalistes... et une richesse pour les citoyens présents et à venir. Si cette recherche pouvait amener à faire mieux apprécier, particulièrement en classe, le rôle joué par les étrangers, elle n'en aurait été que plus méritoire.

Bernard Chaouat

(1) 10 rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris. Téléphone : 47 00 93 27. Fax : 49 29 06 90.

LE DÉBAT SUR L'AMÉNAGEMENT

Les villes moyennes et l'équilibre du territoire

Elles veulent être reconnues comme acteurs à part entière dans la future loi d'orientation. Jean Auroux, maire de Roanne, président de la Fédération des maires des villes moyennes vient de remettre à Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, le livre blanc des villes moyennes : "Défi et enjeu de l'aménagement du territoire".

Pour la fédération des villes moyennes, "avec l'étendue de notre territoire, la richesse du maillage des villes moyennes est l'une des plus grandes chances de la France pour son aménagement équilibré futur". Elle propose six grands axes d'action. Favoriser le désenclavement, car trop de villes moyennes souffrent de leur situation géographique en raison du retard pris par la politique autoroutière et routière ; décentraliser l'enseignement supérieur ; affirmer le rôle majeur de la culture ; renforcer les ressources financières : "l'instrument DGF, s'il était utilisé de façon plus appropriée, permettrait d'accorder une priorité aux villes-centres et aux secteurs d'intercommunalité qui en ont besoin et qui peuvent jouer un rôle dynamisant" ; recruter des cadres territoriaux de haut niveau ; et, enfin, accroître la coopération intercommunale. Pour les villes moyennes : "la solution souhaitable serait l'intercommunalité large qui unit l'espace urbain et l'espace rural en évitant que chacun s'enferme dans un ghetto où les vrais problèmes ne trouveraient pas de solution".

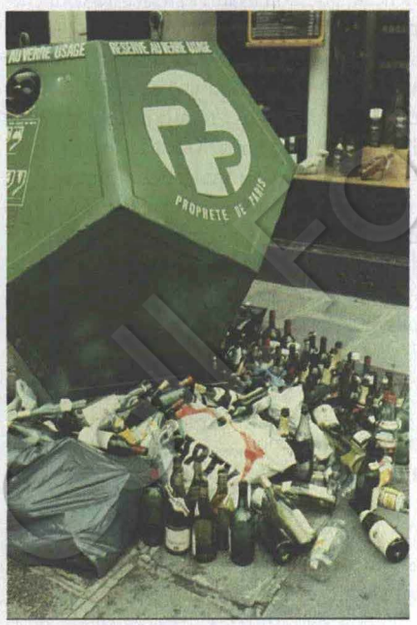
C.L.



Pour Rouen, rapidité, ponctualité et sécurité

Le métrobus, qui reliera notamment les cinq plus grandes villes de l'agglomération rouennaise, sera mis en service le 17 décembre prochain. Lors de la première sortie des rames, Laurent Fabius, président du Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), a rappelé que le tracé a été pensé dans un souci constant de préservation de l'environnement. "Dans cette agglomération, très étendue, coupée par le fleuve, la circulation urbaine est difficile, il fallait un moyen de transport plus rapide, plus ponctuel et propre. Le métrobus de Rouen est un pari en train d'être gagné." Il a insisté également sur la sécurité. "Le métrobus doit être sûr. Les communications directes dans les rames seront renforcées surtout dans les stations souterraines." La population a pu apprécier, lors de la visite des rames, la modernité de cet équipement qu'elle a accueilli avec enthousiasme.

Ecologie urbaine : les élus s'engagent



La ville de Rennes souhaite sensibiliser ses habitants à la collecte sélective des déchets ménagers.
Elle distribue notamment un mini guide qui rappelle les bons réflexes pour maintenir la ville propre. La commune met à la disposition des familles des bacs roulants pour les déchets ménagers, des conteneurs pour le verre, un ramassage mensuel de vieux papiers, des ramassages particuliers pour les déchets toxiques, des composteurs ou des déchetteries pour les déchets verts et des sites réservés aux déchets encombrants.

La ville de Montlouis-sur-Loire s'est dotée d'un système de collecte sélective des déchets ménagers en porte-à-porte.
Les habitants sont ainsi libérés de la corvée de porter verres et cartons aux conteneurs statiques. Une entreprise vient directement les ramasser à leur porte.

Les Eco-Maires, l'association des maires pour l'environnement, que préside André Labarrère, maire de Pau (1), proposent un nouveau service : l'éco-enquête. Dans sa commune, le premier magistrat doit gérer quotidiennement une multitude de questions qui souvent relèvent de l'environnement. Il est primordial, pour lui, de connaître l'opinion des habitants. L'éco-enquête est un questionnaire, un outil de connaissance et de compréhension des attentes de chacun. Elle peut être utilisée ponctuellement ou bien remplir une fonction de baromètre si l'exercice est répété. Afin d'analyser les attentes des Français en matière d'environnement et de remplir au mieux leur mission d'interlocuteur auprès des pouvoirs publics, les Eco-Maires souhaitent connaître les réponses obtenues dans les villes.

Les Eco-Maires, bureau 8421, 233 Bd Saint-Germain, 75007 Paris.
(1) Laurent Fabius en est le président d'honneur.

Dans le cadre de sa politique de sensibilisation des habitants à la récupération et au recyclage des déchets, en particulier du papier, la municipalité de Fresnes, depuis le mois de février, écrit sur du papier recyclé. Le coût de revient pour un papier recyclé de qualité est inférieur à celui d'un papier de même qualité non recyclé. La ville est engagée depuis plusieurs années dans un processus de récupération des papiers et des verres.
Elle a mis en place un groupe de travail extra-municipal "collectes sélectives" qui fonctionne avec 25 bénévoles et travaille en direction des scolaires, notamment avec le conseil municipal enfants...

L'élargissement de l'Union européenne à trois (ou quatre) pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) et, demain, à certains pays d'Europe de l'Est, relance la question jamais tranchée depuis 1957 de ce qu'elle peut devenir. Elisabeth Guigou, ancien ministre des Affaires européennes, refuse sa dilution dans une vaste zone de libre échange quand Jacques Attali englobe dans sa réflexion le continent tout entier. Un débat passionnant s'ouvre sur l'avenir, qui devrait nourrir la campagne des élections européennes de juin prochain.



ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉE

Vers quelle

L'Union européenne, du cercle polaire à la pointe du Péloponnèse, forte de 368 millions d'habitants, pourait être réalité dans quelques mois si les étapes conduisant à l'adhésion définitive de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède sont franchies avec succès.

Le 1er mars 1994 devrait marquer une étape importante dans la construction européenne, portant à quinze (peut-être seize si les négociations qui se poursuivent avec la Norvège débouchent dans quelques semaines) le nombre de ses Etats-membres. Ce sera le quatrième élargissement depuis la signature à six du traité de Rome en 1957. On ne peut que se féliciter de ce nouvel apport de pays de grande tradition démocratique au niveau de développement économique et social avancé. Et la force de leurs partis sociaux-démocrates comme de leurs organisations syndicales devrait permettre à l'UE de renforcer une dimension sociale et environnementale encore beaucoup trop faible.

Autre point positif : les trois nouveaux adhérents ont accepté l'acquis communautaire. Aucune dérogation à l'une ou l'autre des principales dispositions du traité de Maastricht, à l'exception de quelques mesures transitoires, n'a été concédée. L'Autriche, la Finlande et la Suède n'ont souhaité déroger ni à l'Union économique et monétaire (UEM) ni à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) -encore très ténue-, malgré leur statut de neutralité. Cette délicate question avait été réglée au cours des longs mois de discussions qui ont précédé celles des derniers jours de février 1994 où des aspects ponctuels -mais très importants pour les pays concernés- ont été bouclés "au finish" : transit des poids lourds pour l'Autriche, étalement dans le temps de la contribution suédoise au budget communautaire, aides importantes pour les agriculteurs finois notamment.

Globalement, les Douze ont tout lieu d'être satisfaits des accords conclus sous la présidence grecque, jugée plutôt positive par les négociateurs (contrairement à ce qu'on a pu lire dans la presse française). Cela vaut tant sur le plan financier -les nouveaux venus seront des "contributeurs nets" de l'UE- que pour la force d'attraction de celle-ci qui reste entière, malgré les difficultés économiques et sociales qu'elle connaît actuellement. Pour preuve, l'annonce par la Hongrie, puis par la Pologne, du dépôt prochain de leur demande d'adhésion.

Un long chemin reste cependant à parcourir avant que l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande soit effective, comme prévu, le 1er janvier 1995. Le Parlement européen doit d'abord donner un avis conforme aux accords conclus ; puis, chaque pays doit engager la procédure de ratification qui nécessite, dans les trois mois, l'organisation d'un référendum.

Fondation Jean Jaurès



N N E

Europe ?

Si, en Finlande, les sondages donnent une confortable avance aux partisans de l'adhésion (39%), l'issue est plus incertaine en Autriche et en Suède où ce sont les opposants qui, pour l'instant, sont majoritaires. Une belle bataille devrait être menée, notamment par les responsables autrichiens et suédois, pour convaincre des opinions rétives aux bienfaits de l'entrée de leur pays dans l'union européenne. Et l'on sait par expérience la force des résistances à ce qui est vécu -le plus souvent de façon irrationnelle- comme une perte d'identité nationale...

Si l'issue de ces consultations est positive, l'UE comptera 368 millions d'habitants (372,7 avec les Norvégiens). Rééquilibrée vers le Nord et désormais frontalière de la Russie, elle deviendra un géant économique comparable -si ce n'est la récession et le chômage qui la minent- à celui constitué par les Etats-Unis, le Mexique et le Canada dans le cadre de l'ALENA, avec un PIB de 6.752 milliards de dollars (6.507 milliards de dollars pour l'ALENA).

Toutefois, cet élargissement, souhaitable, et qui en annonce d'autres -notamment vers l'Est, comme l'appelle de ses vœux le chancelier Kohl dont le pays présidera l'UE à partir du 1er juillet 1994- pose de façon plus aiguë encore qu'aujourd'hui la question de son "approfondissement" que certains souhaitaient voir préexister à son élargissement. Il s'agit, en clair, de la nature même de l'Europe, de son identité et de son organisation politique, de l'efficacité de ses décisions, de sa cohésion et de sa cohérence. On sait que certains Etats (Grande-Bretagne, Danemark) voudraient voir se diluer l'UE dans une vaste zone de libre-échange, sans contenu politique clair, ce que favoriserait, bien sûr, un élargissement non maîtrisé, notamment sur le plan institutionnel.

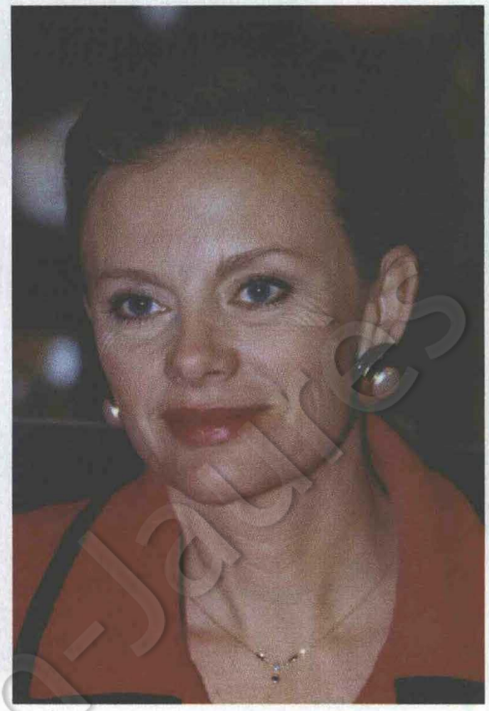
Or les accords conclus avec les trois nouveaux Etats ne prévoient sur ce plan que des réaménagements techniques pour prendre en compte les difficultés supplémentaires de fonctionnement (concernant notamment la minorité de blocage au sein du Conseil des ministres). La réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères, le 8 mars, a mis en avant les désaccords des Douze sur les nouveaux équilibres à constituer. La Grande-Bretagne et l'Espagne, pour des raisons différentes, souhaitent que la minorité de blocage reste à 23 voix sur 76. Les autres Etats-membres, dont la France, estiment nécessaire de la porter à 27 voix sur 90. Les discussions se poursuivent également sur cette question, centrale pour la conception que l'on se fait de l'UE, alors que le grand débat sur la réforme institutionnelle n'est prévu par le traité de Maastricht qu'en 1996, lors d'une conférence intergouvernementale. Mais le débat devrait rebondir dans les toutes prochaines semaines au Parlement européen qui a déjà fait savoir par la voix de son président qu'il refusait le maintien de la minorité de blocage à 23 voix.

Ghislaine Toutain



Adhésion de la Finlande à l'UE. Aux côtés de Jacques Delors, Pertti Saloleinen et Heiko Haavisto, respectivement ministres du Commerce extérieur, et des Affaires européennes Finlandais.

L'Europe est un choix de civilisation



A trois mois des élections au Parlement européen, Elizabeth Guigou, ancien ministre des Affaires européennes, livre ici sa vision d'une Europe unie autour d'un projet social.

A quels Européens vous adressez-vous dans ce livre ? (1)

En premier lieu aux pionniers de la construction européenne, les Français, les Allemands, les Italiens... Au delà, à tous les Européens, d'Europe centrale et orientale notamment, avec lesquels il faut penser le projet européen. Mais si nous ne voulons pas que l'Europe se dilue dans une grande zone de libre échange ballottée par le marché mondial et nivelée par le bas, il faut d'abord préserver une Union européenne forte sur le plan politique et mieux structurée, dotée d'un projet mobilisateur et des instruments d'une vraie puissance publique. Il reste beaucoup à faire, notamment sur le plan social et institutionnel, pour donner un nouveau souffle au projet européen. Pour que les autres pays européens ne s'en sentent pas exclus, il faut leur offrir une coopération politique, économique et culturelle forte, un vrai partenariat. C'est l'un des objets de l'association que je viens de créer, "Europartenaire", qui réunit industriels, syndicalistes, universitaires, dans un même objectif : rechercher les meilleures façons de faire travailler ensemble les professionnels de tous les pays sur les problèmes industriels (métaux, textile) ou agricoles. La diplomatie ne suffit pas. Il faut agir pour que l'Europe puisse se faire plus concrètement.

Comment réconcilier l'Europe et la France ?

L'Europe traverse une crise profonde. Parce que l'Europe politique n'existait pas, elle n'a pas su prévenir la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Elle patauge dans la crise économique. Le mal européen est accentué en France car il s'agit aussi d'une crise du modèle de l'Etat-nation, très menacé par la mondialisation. Or l'Europe s'est faite à l'image du modèle français. Elle nous renvoie aujourd'hui une vision de nous-mêmes dont nous ne voulons pas. Il faut désormais faire l'Europe différemment et aussi décentraliser le modèle français. On ne peut plus gérer nos sociétés de façon centralisée, déconnectée des angoisses et des craintes quotidiennes des gens. Une nouvelle méthode doit émerger, qui prenne en compte les différents niveaux d'intervention publique -régional, national, européen- et qui les articule de façon à ce que chacun d'eux assume au mieux ses responsabilités. L'Europe n'a pas à être l'alibi de nos inerties nationales. La lutte contre le chômage me semble bien illustrer cette exigence nouvelle. Dans ce domaine, si la croissance ne résout pas tout, il faut cependant la stimuler ; c'est surtout au niveau européen qu'on peut agir. Mais le niveau national ne saurait être escamoté ; une politique d'aménagement du territoire mieux adaptée, des décisions fiscales significatives (diminuer les charges sur le travail et accroître celles sur le capital), la réduction de la durée du travail constituent autant d'actions nationales offrant des marges pour lutter contre le chômage. Enfin, au niveau local, développer les emplois de proximité et revitaliser le tissu des PME, très créatrices d'emplois, peut conforter une politique d'ensemble. Je crois qu'en articulant mieux les décisions aux différents niveaux on permettra que s'exercent les responsabilités en évitant que l'Europe ne se mêle de tout pour se concentrer sur quelques grands objectifs.

Le traité de Maastricht est-il encore adapté à la situation actuelle de l'Union européenne ?

Maastricht a le mérite d'être le premier traité européen qui déborde l'approche économique pour jeter les bases d'une Europe politique. Mais il est très insuffisant pour affronter dans de bonnes conditions l'accélération de l'Histoire. Nous avons en effet besoin d'une Europe plus forte pour dominer la mondialisation qui bafoue les Etats et uniformise les spécificités culturelles. Nous avons besoin d'une Europe dotée d'une diplomatie et d'une armée pour préserver la paix. Nous avons besoin d'un vrai projet social, s'attaquant au chômage et à l'exclusion et assurant la protection sociale. Ce projet est le message de civilisation que l'Union européenne doit porter. Il revitalisera le projet européen car il est fondé sur des valeurs : le refus du repli sur soi, la tolérance, la solidarité, la responsabilité exercée par chacun, là où il se trouve.

L'Europe ne croit pas en elle-même. Il lui faut, pour exister, affirmer son identité, c'est-à-dire se

Les avenirs pour l'Europe(s)

"L'Europe, à l'évidence, n'existe pas... Il existe, en revanche, des Europes, qui s'échappent lorsqu'on cherche à en appréhender trop précisément les contours." C'est par ces mots provocateurs que s'ouvre le dernier ouvrage de Jacques Attali, "Europe(s)" (1). L'auteur, qui consacre la moitié de son livre à son expérience malheureuse à la BERD -mais c'est une autre façon de parler de l'Europe(s)- nous invite à une réflexion sans concession sur l'avenir de notre continent. "Où commence l'Europe" ? Où s'arrête-t-elle ? Est-elle limitée par des bornes géographiques ? Ethiques ? Religieuses ? Culturelles ? L'Amérique est-elle européenne ?

Au moment où d'autres continents se structurent, il est temps pour l'Europe, estime Jacques Attali, si elle ne veut pas être marginalisée face à l'Asie et à l'Amérique, "de savoir qui elle est, avec qui et comment se construire." Actuellement, l'Europe n'a pas de Projet mais des projets ambigus et contradictoires. Selon l'ancien conseiller de François Mitterrand, "les Douze n'ont pas encore choisi ; ils n'en ont même pas débattu." Pour lui, quatre avenirs sont possibles. Le premier, l'Union européenne fédérale, celle de Maastricht, avec monnaie unique et politique étrangère commune, lui paraît déjà exclu, "chacun, à l'intérieur de l'UE, préférant que l'élargissement précède l'évolution vers le fédéralisme." Deuxième possibilité, l'espace européen, qui limiterait les ambitions de l'UE à la construction d'un grand marché", "le choix le plus probable de cette fin de siècle", selon l'auteur. Pourrait lui succéder l'union outre-atlantique, où l'UE se fondrait dans le marché mondial. Dernier scénario, qui a la préférence de l'auteur mais qu'il estime peu probable : l'union continentale, qui doterait le continent entier d'institutions confédérales, dont l'UE serait l'un des membres. Elle serait une réponse aux problèmes actuels de l'emploi, de la croissance et de la stabilité politique en Europe(s). Mais, écrit sans illusion Jacques Attali, "il faut voir le monde comme il est". Il n'est pas sûr que l'Europe dispose prochainement de dirigeants capables de voir loin et grand. L'auteur nous convie à ce regard. Passionnant. G.T.

(1) Fayard, 206 p., 89 Frs.

donner les moyens de défendre son modèle économique social et culturel, des valeurs qui sont communes à tous les Européens. C'est l'enjeu des élections européennes de juin 1994. En France, la droite va tenter d'étouffer un débat qui la divise. La gauche, au contraire, doit mener une campagne offensive, en articulant projet européen et projet national. C'est l'Union des gauches européennes qui résistera à une Europe ultralibérale qui ne ferait que creuser le fossé de l'exclusion en France, en Europe et dans le monde. C'est la gauche qui sera la plus crédible pour faire en sorte que le projet social redonne du sens et un nouveau souffle à l'Europe.

Que pensez-vous de l'élargissement de l'Union européenne à trois (ou quatre) nouveaux pays ?

L'élargissement est une preuve de vitalité. Les trois nouveaux pays membres -Autriche, Finlande, Suède- ont un haut niveau de protection sociale. Ils devraient être nos alliés pour situer le projet social au centre du projet européen.

Mais tout élargissement pose le risque de dilution et de paralysie. Pour que l'Union européenne ne se dilue pas dans une grande zone de libre échange, il faut, en même temps qu'on élargit, muscler les institutions. Mais plus on est nombreux, plus il est difficile de modifier les traités. Car il faut l'accord de tous. On a vu, au moment de la négociation du traité de Maastricht, combien il était difficile d'aller aussi loin que la France et l'Allemagne le voulaient sur la politique étrangère, la défense, le social, en raison de l'opposition du Royaume-Uni ou du Danemark. Je pense qu'il faut désormais se donner les moyens de modifier le traité de l'Union européenne à la majorité qualifiée, pour que ceux qui veulent avancer ne soient pas freinés par quelques-uns. Pourquoi ne pas adopter cette disposition en même temps que les traités d'adhésion des nouveaux membres ? Il suffit que le Parlement européen, qui doit donner son feu vert début mai à l'adhésion des nouveaux membres, l'exige. Ensuite, cette disposition pourrait être ratifiée par les quinze membres de l'Union en même temps que les traités d'adhésion.

Propos recueillis par G.T.

(1) "Pour les Européens", Flammarion, 245 p., 110 F.

Adieu à une femme exceptionnelle



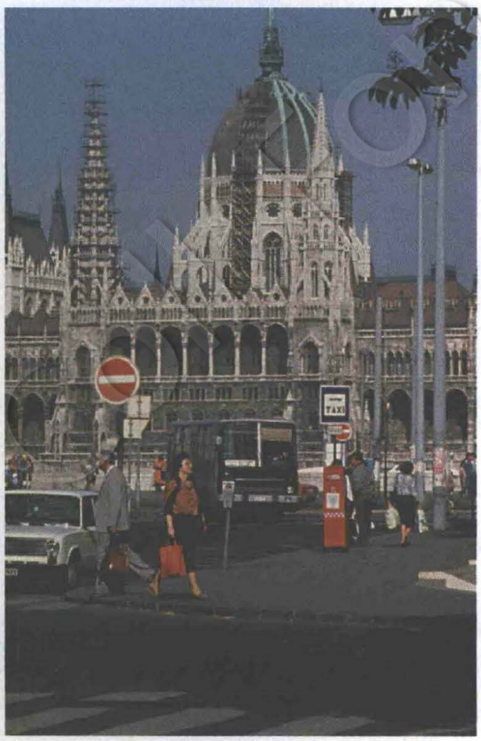
Mélina Mercouri n'avait vraiment pas besoin de mourir pour que l'on reconnaisse en elle une femme exceptionnelle. Egérie lorsqu'elle représenta au cinéma "la" Grecque, en lui donnant cette nouvelle image de femme indépendante, elle se fit passionaria en devenant la femme politique généreuse qui prit la tête du combat pour la liberté en Grèce, et ambassadrice aux yeux du monde, quand elle défendait tout à la fois la cause de l'Europe et celle de la culture.

Mélina incarna un idéal universel de liberté. Aujourd'hui, nous sommes tristes d'avoir perdu une grande militante et une amie.

HONGRIE

Victoire annoncée des socialistes

Au moment où le gouvernement de droite met les médias au pas, la Hongrie vient de déposer sa demande d'adhésion à l'Union européenne.



La Hongrie est l'un des pays d'Europe centrale qui avait voté "à droite toute" lors des premières élections libres qui ont suivi l'effondrement du communisme. On avait en effet fait croire aux habitants que le passage sans transition à une économie libérale, voire ultralibérale, allait résoudre tout de suite leurs problèmes. Les Hongrois, comme les Polonais ou les Lituaniens, sont revenus de l'ultralibéralisme. Si tout le monde s'accorde pour dire que les réformes économique sont nécessaires, la façon dont elles ont été menées a entraîné, pour la majorité de la population, une baisse considérable du niveau de vie.

Toutefois, malgré les difficultés économiques et sociales persistantes, et une faible reprise de la croissance en 1993, la Hongrie apparaît comme un îlot de prospérité dans un environnement instable. Cette situation lui a d'ailleurs permis d'annoncer le dépôt de sa demande d'adhésion à l'UE, dès avril prochain, objectif qu'elle s'est fixé de longue date. Il est vrai que c'est le pays qui, le premier, il y a vingt-cinq ans, a engagé son ouverture vers l'extérieur.

Pour autant, la situation politique n'évolue pas en faveur du pouvoir conservateur en place. Ses excès -notamment pour contrôler les moyens d'information- sont de moins en moins bien reçus. Le licenciement, le 4 mars 1994, de cent vingt-neuf journalistes de la radio d'Etat, critiques à son égard, non seulement ne le grandit pas mais ne devrait pas lui apporter les résultats escomptés lors des élections législatives de mai prochain. Le Parti socialiste hongrois, qui caracole en tête des sondages avec 27% des intentions de vote, est bien placé pour jouer sa carte. Issu de la majorité réformiste de l'ancien parti communiste -dont l'aile stalinienne a fait scission-, il est composé des seuls vrais réformateurs parmi les dirigeants de l'ancien bloc communiste d'Europe de l'Est. Dirigé par un homme respecté, Gyula Horn, qui a mené une réflexion approfondie sur les erreurs du passé, il bénéficie d'une réelle expérience du pouvoir et d'une équipe dynamique prête à prendre la relève. N'oublions pas que c'est grâce à la décision de Gyula Horn, alors ministre des Affaires étrangères, d'ouvrir la frontière entre la Hongrie et l'Autriche, laissant ainsi s'échapper les Allemands de l'Est en vacances dans son pays, que le rideau de fer s'est effondré et que, quelques semaines plus tard, le mur de Berlin s'écroulait…

Pierre Mauroy -président de l'Internationale socialiste- s'est récemment rendu en Hongrie pour apporter le soutien des sociaux-démocrates du monde entier à nos deux partis frères, le PS et le petit parti social-démocrate recomposé après des décennies d'exil. Il a notamment rencontré le président de la République, Arpad Göncz, jeune maire de Budapest et l'un des principaux dissidents de l'ancien régime, le premier ministre et des responsables syndicaux. Enfin, il a participé à un colloque sur le 75e anniversaire de la conférence de Berne, qui fut le premier pas vers la reconstitution de l'IS après la première guerre mondiale.

Axel Queval

Ville de Meaux

50.000 habitants
45 km de Paris

Dans le cadre du développement de sa politique en faveur de la petite enfance, la ville de Meaux recrute, par voie de mutation ou d'inscription sur liste d'aptitude,

Une Directrice de crèche Puéricultrice D.E.

Disposant de cinq ans d'ancienneté minimum, vous prendrez en charge l'encadrement des équipes de 2 mini-crèches (2X20 berceaux), l'ouverture de la seconde étant prévue pour septembre prochain.
Avantages : véhicule de service, prime d'encadrement, prime semestrielle, régime indemnitaire.

Merci d'adresser candidature, CV et photocopies des diplômes à M. le Maire, Service Administration du Personnel, BP 227, 77108 Meaux cedex,

avant le 20 mars 1994.

Ville moyenne en région Auvergne

recrute

Directeur(trice) de cabinet

Missions :
- suivi affaires courantes et dossiers cabinet,
- chargé(e) du service communication.

Profil :
- niveau études supérieures,
- expérience professionnelle similaire souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement par voie contractuelle.

Adresser candidature et CV à "Vendredi" qui transmettra (réf. 21901).

Vendredi
30%
DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT
1 AN 280 F
Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F.

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ⌊⌊⌊⌊⌊ Signature :

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.

Le Conseil Général de l'Ariège

recrute

Un attaché à la Direction Générale de l'Administration

Missions

Chef du service des affaires financières, il est chargé :
- de l'élaboration et exécution du budget (660 millions de francs),
- de la gestion de la dette et de la trésorerie,
- des études financières prospectives et rétrospectives.

Profil du candidat
- Niveau d'études : bac + 4 ou + 5.
- Connaissance souhaitée des outils Loan (Loan Expert, Thésoflux et Thésoligne) et Ressources Consultants (Kalak et EDP).
- Bonne connaissance des produits bancaires et de leur utilisation.

Conditions de recrutement
- Par voie de mutation, détachement, liste d'aptitude.
- Rémunération statutaire + primes.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées,

avant le 31 mars 1994,

à Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département - Direction des Ressources Humaines
BP 23 - 09001 Foix cedex

Renseignements sur le poste : Direction Générale des Services Tél. : 61 02 09 99

Ville de Chatenoy-le-Royal (Saône-et-Loire)

recrute

Directeur du Centre Social

(contractuel mis à la disposition de l'association gestionnaire)

Mission :
- mise en oeuvre du projet social pluriannuel (Ville-CAF-association),
- actions locales en direction des diverses catégories de population dans le cadre du programme annuel "association-ville",
- collaboration avec le CCAS,
- animation d'un Conseil Municipal de Jeunes CLSH.

Profil :
- bac + 2 mini, BAFD souhaité,
- expérience en milieu socio-culturel local,
- disponibilité, sens du contact, aptitude à l'animation,
- bonne gestion administrative.

Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser lettre de candidature + CV à M. le Maire de Chatenoy-le-Royal 10, rue du Bourg 71880 Chatenoy-le-Royal.

La Ville de Carmaux

Tarn - 11.000 habitants

recherche pour sa Halte-Garderie par voie de mutation ou de détachement

Educateur de jeunes enfants (H/F)

Diplôme exigé.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire Hôtel de Ville - 81400 Carmaux.

OFFRE EXCEPTIONNELLE
120 F
les 2 passages

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à :
"Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris
☎ (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

EMPLOI

Femme, cadre A, prof. agréée de danse classique + grande exp. socio-culturelle, étudie toutes propositions France entière et étranger.
(16) 80 24 95 72 (rép.)

Cherche emploi maçon coffreur ou chauffeur, déplacements, tous permis. Libre de suite.
(16) 73 54 26 40 (rép.)

Urgent. Attaché parlementaire, cycle per. ENA, form. éco. sociale, exp. coll. locales, dévelop. éco-soc-cult., cherche poste Bretagne-Ouest.
(16) 96 70 34 49

Urgent. H 39 ans, ch. poste rédacteur territorial. Disponibilité, qualités rédactionnelles, sens organisation et communication.
(1) 34 70 99 95

JH, 29 ans. Sc. Po. et maîtrise Droit pub., 3 ans exp. profess. chargé d'études fonctions variées. Etudie ttes propositions.
(1) 45 77 53 23

H 35 ans ch. poste chauffeur-livreur ou manutentionnaire. Aix-en-Provence ou env.
(16) 42 51 41 60

Une soirée imprévue, une sortie... Nounou agréée, dans grand pavillon (91), garde votre bambin pour la soirée, de 19h à 23h ou plus.
Monik au (1) 69 49 35 27

Secrétaire de direction polyvalente, sens des resp. TTX, PAO, Mac. Etudie ttes propositions.
(1) 42 70 43 72

JF, dynamique et méthodique, ch. emploi en secrétariat polyvalent. Bonne connaissance de l'outil informatique, word 4 et 5, et bonne expérience prof (aérospatiale). Frappe de notices techniques en anglais, allemand et espagnol.
Lieu de travail souhaité : Lyon ou Toulouse.
Libre de suite. (16) 62 12 44 72

JF 34 ans, diplômée de l'Institut Français de Presse + DESS droit internat., 8 ans exp., cherche poste communication ds entreprise, association ou coll. locale. RP ou province.
(1) 42 71 44 08

Edition Martinsart connue milieu laïque-gauche rech VRP exclusif ttes régions Frce. Adr. lettre photo cv. 58 rue Capucins 41200 Romorantin.

FORMATION

Séjours linguistique de la Ligue Française de l'Enseignement. Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Espagne... Elèves, étudiants, adultes. Formule langue et loisirs, pratique intensive, préparation aux examens-spécial. Bac, séjours en immersion. Pour tous renseignements :
(1) 43 58 95 30

ASSOCIATIONS

La Rédaction d'Hommes et Libertés recherche clavistes bénévoles, pour intégrer sur ordinateur les corrections transmises lors de deux phases spécifiques de la fabrication : "prémaquette" et avant "bon à tirer". Ce travail nécessite : une certaine disponibilité, mais n'implique pas des horaires fixes. Il s'agit au minimum de 12 interventions par an pour les 6 numéros d'Hommes et Libertés. Chaque intervention représente environ 6 heures de travail. Impérativement une connaissance et une bonne maîtrise des logiciels WORD et X ROSS sur macintosch.
Une information spécifique sera faite par TAC-TIC et "Félicie & Cie" (agence chargée de la conception de la revue), sur le travail réalisé pour la revue.
Pouvoir aisément se déplacer dans Paris entre la LDH (14e arrondissement) et TAC-TIC (11e arrondissement) et Félicie & Cie (13e).
Contacts LDH -Service communication-Le secrétariat de rédaction : Philippe Blard au 44.08.87.23 ou 24.

LA RUE : le magazine contre l'exclusion. Vendu à la criée par des personnes en grande précarité, La Rue propose des abonnements aux institutions, administrations, bibliothèques, comités d'entreprise...
La Rue, entreprise d'insertion conventionnée par l'Etat, s'est donné pour objectif l'insertion sociale et professionnelle de personnes en grande difficulté.
Abt : 180 F 12 n°, 360 f 24 n°. Soutien : 400 F 12 n°, 750 F 24 n°. Pour recevoir La Rue, adressez vos coordonnées et votre chèque libellé à l'ordre de La Rue au 9, rue Bellot 75019 Paris.

ADDES (Association de developpement et de défense de l'emploi par la solidarité). Demandeurs d'emploi, salariés, retraités... sommes réunis en groupe de travail (max 4), par résidence ou quartier afin de rassembler, communiquer, transmettre toutes recherches concernant une meilleure gestion du progrès afin d'assurer "Le Droit au Travail pour tous" et créer ainsi une nouvelle force de propositions constructives dans le domaine de la citoyenneté et de l'emploi.
Rejoignez-nous !
Siège social Montpellier :
(16) 67 66 24 10

DIVERS

La Fédération Socialiste du Finistère recherche des exemplaires de La Nouvelle Revue Socialiste, antérieurs au n° 78 de janvier 86. Prix à débattre.
(16) 98 53 20 20
(heures bureau)

Vends patins à glace pour... médaille olympique en 1998 ! Pointure 36, neufs.
Prendre contact avec Pascale au (1) 60 11 80 10 (heures bureau)

Cause déménagement, vends canapé-lit (clic-clac), 2 places. Très bon état. 1.000 F.
(1) 45 85 15 09 (rép.)

Cessant activité, vends synthé. Workstation Midi Hohner. Arrangeur, harmoniseur et séquenceur inclus.
Idéal pour bals avec son autonomie orchestrale. (1) 39 62 74 58

Particulier vends manteau femme classique noir, 500 F, manteau loutre, 1.000 F, veste renard, 2.000 F. Très bon état. Taille 38. (1) 45 85 15 09

Vends clarinette, excellent état, pour la modique somme de 3.000 F.
(1) 60 11 80 10 (heures bureau, demander Pascale ou Marie-Pierre)

Vends très beau canapé cuir noir, 2 places. Valeur neuf : 12.000 F. Vendu : 5.000 F.
(1) 42 55 61 61 (ap. 19h)

Particulier vend armoire pin blanc Habitat. L. 1,50 m, l. 0,60 m, H. 1,80 m. 2 portes penderie + 1 porte rangement + 3 tiroirs. Bon état. 1.600 F.
(1) 46 36 65 10

IMMOBILIER

Je loue

Courbevoie. Loue 4/5 pièces, 5ème, ascenseur, séjour double, grande cuisine, 3 chambres, bains et cab. toilette WC, cave, parking.
(1) 47 68 85 96

Cancale (15 km de St-Malo). A louer, studios ou duplex neufs sur le port. Semaine ou week-end, toute l'année.
(16) 99 89 82 27 (HR)

Nice Nord F2 neuf cft 3/4 pers. parking fermé, Juil-Aout 3500/mois. (1) 40 30 52 37

Je vends

Montpellier, Port-Marianne, fac Droit. Vends F3, 75 m2, + 5 ans. Semi-équipé, bon standing, petit collectif, verdure.
Prix : 60 U.
(16) 67 65 14 52 (heures repas)

Dordogne (banlieue de Périgueux). Terrain à vendre de part. à part., sur 2 niveaux, 2 acccès, 2 garages. Prox. rivière, arbres fruitiers. Eau, félectricité, gaz, CU. 7.300 m2 à 55 F le m2. (16) 53 53 01 91

Viager occ. 2 T, 71 ans. Grd pav. 200 m2, terrain 980 m2, 60 kms RN1 Paris. Bouquet + rente à déb. + donne terrain avec abri pr WE, 2 000m2, 30 kms Paris. (16) 44 08 93 79

Part. vds, 50 kms sud Toulouse, maison parf. état, 7 pièces. Chauffage central gaz, + dépends. Terrain 1800 m2. 650.000 F.
(16) 61 98 50 81 (HR)

Espagne, Baie de Rosas. Vends très bel appart. F3. Terrasse, vue sur mer. Plage à 300 m. Prix sacrifié : 320.000 F.
(16) 53 09 49 67 (heures repas)

Périgord vert, ds vil. vends pl. maisons après succ., pos. com. Terrains depend. prix intéressant. (16) 53 53 27 64

Haute-Savoie. Vdens meublé, 2 pièces, 29 m2, 1988. Coeur village, station "Habere-Poche", prox. lac Léman; loisirs été hiver. Prix : 24 U.
(16) 54 05 10 95

Vds Semur 21, maison ancienne TBE, 4 pièces, 2 greniers, garage, terrasse 7x7, buanderie, cave, s de b, sous-sol, jardins, bords Armancon, dépend.
(1) 60 26 40 49

93, Pantin, m° Hoche, immeuble ancien. 35 m2, 2 pièces, cuisine, s de b, WC, cave. Calme, sur cour et jardin. 400.000 F.
(1) 48 45 47 14 (rép.)

Vends villa, 160 m2 habitable, garage 2 voitures, 4 ch., séjour cheminée de caractère. Ouest de Nîmes. 800.000 F
(16) 66 81 57 80 (h. repas)

Cap d'Agde (34). Vends studio meublé ds résidence 3 étoiles. Solarium, piscines (enfants, adultes), emplacement 1er ordre. Rapport : 30.000 F/an (juin à sept.). 220.000 F.
(1) 42 09 71 45

Vends superbe maison de campagne La Roche Posay station thermale 140 m2 habitable 1500 m2 de terrain gge - serv 20 km, A10 Casino, Golf -ciné 750000 F (16) 49862869 HR.

Je cherche

Cherche F1-F2 meublé Chartres ou environs. Prix modéré.
(16) 38 52 95 16
ou (16) 98 97 12 58 (20h)

Jeunes gens ch. cave ou local Paris pr répétitions groupe musical.
(1) 45 51 28 37 (le soir)

Cherche appartement banlieue Paris sud (94 ou 91), 2/3 pièces + garage. Loyer modeste. Appeler Gilles (heures repas) au (1) 34 89 83 00

AUTOS MOTOS

Vends 205 GLD, année 1991. Très bon état, 23.000 kms.
(16) 98 50 88 64

Recherche Citroën 2 CV 6 Spécial en très bon état avec compteur d'origine, peu de kms.
(16) 65 36 95 17 (matin, soirée)

Suite infarctus, vends Mercédès 220 Diesel 1974 9 CV (CT). 10.000 F à déb. Moto Honda CB 125 T. 6.000 F.
(16) 32 53 19 33

VACANCES

Danemark. Loue confortables chalets sur la riviéra danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris.
(16) 53 40 92 00

Risoul, Hautes-Alpes du sud, 1850 m. A louer studio cabine pr 4 personnes, tout équipé, au coeur des pistes et commerces. Animation été-hiver.
(16) 44 02 00 22 /
(16) 44 05 24 71

Var, entre mer et Verdon, loue ttes saisons maison de village. Tt confort. Ds rue sans voitures. Pour 6 personnes.
(16) 94 76 62 31

Auvergne (contreforts Sancy). Loue à la semaine, de juin à septembre, petite maison, tout confort + jardin. Village sympa.
(16) 73 71 40 23 (ap. 18h)

Portugal. 50 kms de Lisbonne. Loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer.
(16) 53 40 92 00

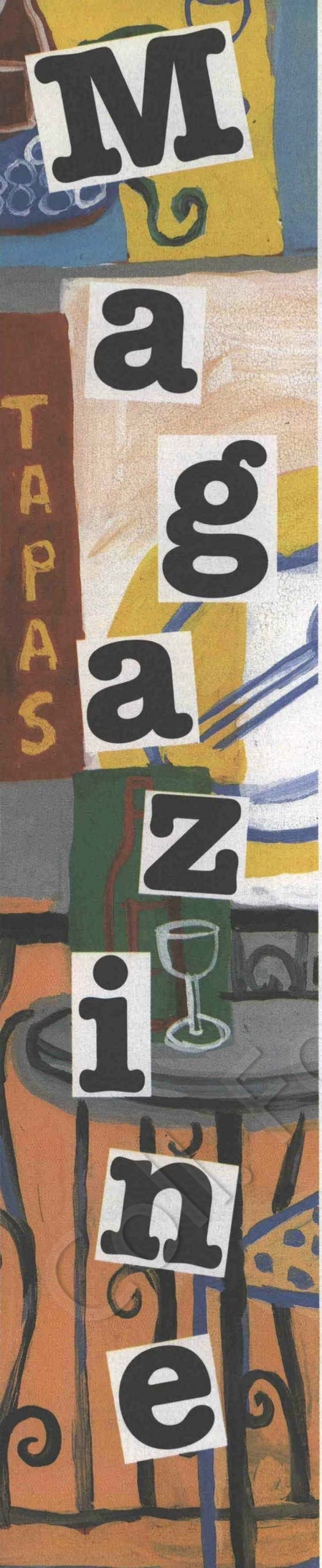
Côte d'Azur. Particulier loue caravane dans propriété privée. Juin, juillet, août, sept. Toutes commodités, plages 1,5 km.
(16) 94 07 43 12

ANIMAUX

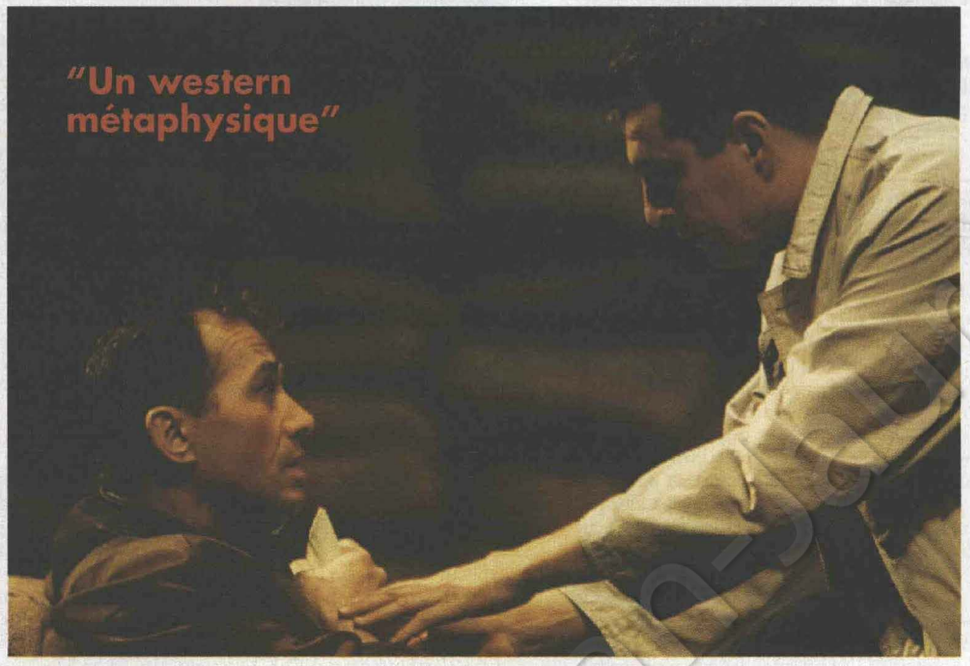
Terre-Neuve du Moulin de la Ruisseliée. Chiots tat., vacc., lof., issus de champions géniteurs. Exempt de dysplasie.
(16) 99 06 81 72 (ap. 19h)

Chat noir, 4 ans, tatoué, opéré, cherche très bon maître. Placement suivi.
(1) 43 73 64 42

Urgent : chats et chattes stérilisés à placer chez bons maîtres. Contrôle. (1) 40 30 33 77 ou (1) 43 64 47 93



Théâtre



Théâtre national de la colline, 15 rue Malte Brun, 75020 Paris. Jusqu'au 23 avril.

Du mardi au samedi, 20 h 30 ; samedi et dimanche, 15 h 30. Relâche lundi. Locations : 44 62 52 52. L'œuvre de François Billetdoux est publiée aux éditions Actes Sud-Papiers, sous le titre générique "catalogue d'un dramaturge".

"Un western métaphysique", c'est ainsi que François Billetdoux définissait "Comment va le monde, Môssieu ? Il tourne, Môssieu !", pièce écrite en 1964 et créée la même année à l'Ambigu. Il aura donc fallu trente années pour qu'elle soit reprise dans une mise en scène de Jean-Pierre Miquel. Errance, au fil des saisons, de deux improbables compagnons de route que la guerre a réunis. La pièce est un authentique voyage initiatique d'Hubert, le Français, bavard et généreux, brouillon, tendre et inquiet et de Job, l'Américain, énorme, occupé de lui seul, solide mais qui aura fort à faire pour comprendre êtres et événements. Leur chemin les mènera d'un camp de concentration, au coeur de l'hiver 1944, au Texas, en quatorze stations difficiles et hasardeuses. Autour d'eux, une petite foule cosmopolite tisse le tableau d'un monde qui tourne malgré tout. Le texte est constitué du seul dialogue des deux héros, solistes, auquel s'adjoignent, en contrepoint, des paroles de chansons, sur une musique de Kosma. Autour d'eux, soixante-quinze individus, partenaires du quotidien, sont autre chose que des figurants. Certains se taisent, de ce mutisme qui signifie, d'autres interviennent, d'autres encore chantent.

Etrange épopée contemporaine servie par un langage d'une poésie singulière. En effet, langues imaginaires se mêlent à la musique, aux chants et aux chœurs pour composer une prodigieuse "polyphonie" qui pose la question simple et essentielle comme la vie, de l'état du monde.

Un événement théâtral à ne pas manquer donc, sous peine de devoir attendre 2024 !

Françoise Roby

Poches

"Contrepoints"
Dix ans de politique récapitulés sur le vif. Commentaires, articles, essais parus dans les grands médias. Un recueil inédit pour revivre en concentré une décade qui marqua un tournant dans la démocratie française.

ALAIN MINC, *Le livre de poche, 274 p.*

"Ecrire la "parole de la nuit" La nouvelle littérature antillaise",
Autre recueil, autre inédit. Merveilleuse littérature antillaise, en couleurs, odeurs et musiques. En mots familièrement étranges. En styles forts et ronds. Chamoiseau, Confiant, Depestre et bien d'autres... La pure poétique écrite de l'oralité.

Folio/Essais, 190 p.

"Continents à la dérive"
Restons outre-Atlantique et prenons une grande inspiration pour ce récit à fleur de tripes. Le rêve américain et ses amers réveils. L'absolue nécessité d'être. Et la puissance d'un style à la démesure du nouveau monde. Superbe.

RUSSEL BANKS,
Actes Sud/Babel, 580 p.

"Le miroir de l'Inca"
Un peu plus au sud et bien, bien avant, l'aventure des conquérants incas. Une succession bien mouvementée dans une ville crépie à l'or fin, des sacrifices humains bien saignants, une société bien dépaysante... et un roman bien sympathique.

GÉRARD DELTEIL,
Folio, 376 p.



"Histoire de Lynx"
Plus sérieux. Plus près de nous. La pensée amérindienne dévoilée par ses mythes. Le merveilleux d'un monde implicitement ouvert à la différence, brèche entrouverte à sa propre destruction.

CLAUDE LÉVI-STRAUSS,
Pocket, 360 p.

"Le voleur de Dieu"
Et pour le pur plaisir, un polar britannico-médiéval. Très médiéval, très britannique et près polar. Chuuut !...

ELLIS PETERS,
10/18, 352 p.

Vanda Gervasio

La star du muet

Actrice-culte, Louise Brooks n'a pas le regard absent des stars du muet. Il y a quelque chose de formidablement moderne dans cette femme, belle et insolente, née au Kansas au début du siècle. La somme qui lui est aujourd'hui consacrée conjugue la précision maniaque des travaux biographiques américains et la chronique échevelée d'une légende vivante devenue mythe. Vaste fresque d'une vie fantasque faite de bruits et de fureur, de folies et de scandales, de succès et de chutes, l'ouvrage est un authentique feuilleton. Sorte d'écriture à quatre mains, la chronique intègre largement lettres et journaux intimes au récit chronologique. Louise Brooks écrivait "je me refuse à écrire la vérité sexuelle pour laquelle l'histoire de ma vie vaudrait la peine d'être lue. Je ne peux pas déboucler la ceinture de la Bible. C'est pourquoi je n'écrirai jamais mes mémoires". Barry Paris, lui, a osé la déboucler, mais peut-être, surtout, a-t-il su mettre à jour la singularité d'une femme dont la célébrité a parfois brouillé la vérité.

■ ***"Louise Brooks"***, BARRY PARIS,
Presses universitaires de France, 650 p., 298 F.

Cinéma baroque

Abondamment illustré d'images aux couleurs primaires saturées comme dans ses films, ce livre permet de mieux comprendre ce metteur en scène et les émotions que son cinéma éveille en nous. Cinéma baroque aux images fortes qui sans cesse attisent les sens. Almodovar, c'est la quintessence du désir et de la passion au cinéma. "Femmes au bord de la crise de nerfs", "Attache-moi", "Talons aiguilles", "Kika". De film en film, se développe à la fois, dans son œuvre, l'exubérance des images et des passions, et l'exigence rigoureuse du metteur en scène.

■ ***"Pedro Almodovar"***,
Cahiers du Cinéma. 160 p., 160 F.

Plaidoyer contre le gaspillage

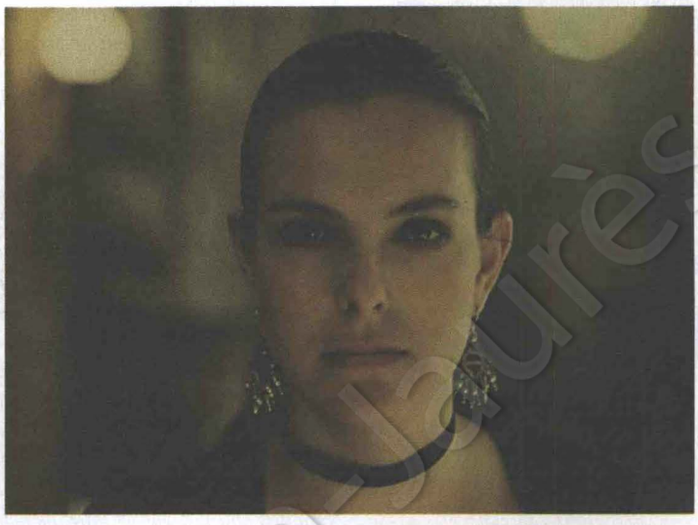
Ce film occupe, dans l'œuvre du cinéaste, une place particulière. Il énonce pour la première fois ce qui sera le thème central de ses films ultérieurs : l'opposition de deux mondes, l'ancien et le nouveau, le moderne fonctionnel et froid contre le désuet, déglingué mais chaleureux. Cette étude comporte une biographie du réalisateur, un résumé du film, la description de sa structure dramatique, l'analyse de ses thèmes principaux, des personnages, de ses particularités esthétiques, et des séquences illustrées. "Mon oncle", un plaidoyer comique contre la société de gaspillage, un film qui reste actuel.

■ ***"Mon oncle"***, JACQUES TATI,
Nathan. 120 p., 49 F.

Livres-ciné

Cinéma

"D'une femme à l'autre", la quête de l'équilibre



Carole Bouquet était faite pour ce rôle. Une femme belle, créative, à la fois douce et sensuelle. Coincée entre Alec, son mari, un écrivain de renom, égoïste, grincheux et en panne d'inspiration, et Vanni, son amant, le propre éditeur de son mari. Vanni, séducteur macho, riche et arrogant, ne vaut guère mieux. Ce n'est que dans sa propre passion pour l'écriture, qu'elle trouve l'équilibre. Cette féministe façon 90 réussira-t-elle à conquérir sa liberté ?

Charlotte Brandström, qui aime le cinéma américain des années quarante, a tourné aux USA cette comédie de mœurs anglo-saxonne inspirée des récits et de la vie de Barbara Skelton. Beau portait d'une femme vue par une autre femme. La distribution est parfaite. Carole Bouquet, beauté et intelligence réunies. Elégance, humour, talent. Il faut la voir changer de toilette et d'apparence avec jubilation, en se moquant d'elle-même. Christofer Walken ("Batman","Le Grand Pardon"), est un pur produit de l'Actor Studio, et Pryce, l'intellectuel écrivain, une sorte de Woody Allen déplumé !

Claude Polak

Télé

L'horreur en fiction

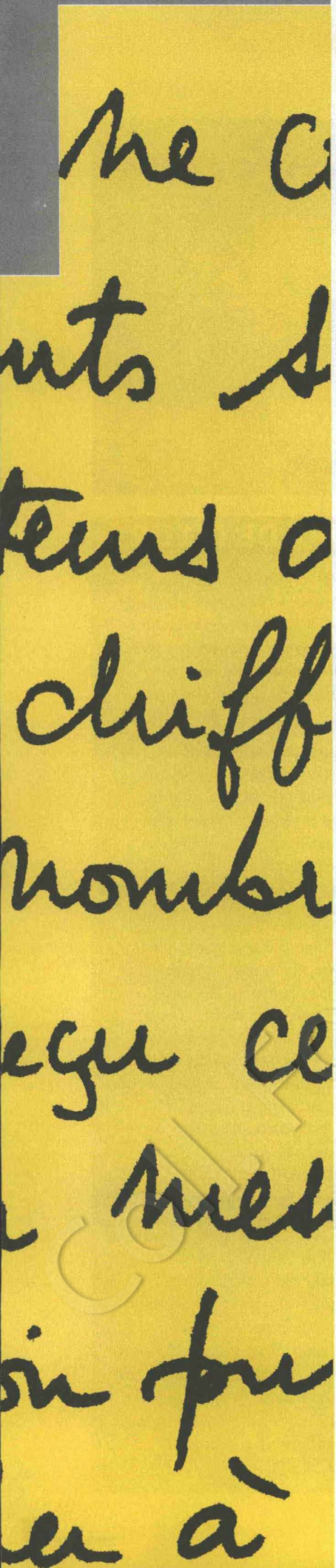
A-t-on le droit de traiter la Shoah sous forme de fiction ? Question posée et débattue dans "Transit", sur Arte, à propos du film de Spielberg. Yaël, étudiante juive, fille d'un rescapé d'Auschwitz, s'est dite profondément choquée : "Trop peu de temps a passé depuis la guerre, c'est un manque de respect à l'égard des victimes. Et je ne sais pas si l'on peut faire un film sur un "juste". Il faudrait d'abord parler des autres, ceux qui n'ont pas été des justes." Opinion partagée par Michel Polack : "Il faut protéger du battage médiatique l'horreur sacrée, cet au delà, le septième cercle de l'enfer." Et se référer aux images d'archives, aux témoignages. Beate Klarsfeld et Samuel Pisar ont soutenu la thèse inverse au nom de la nécessité d'informer un très vaste public. Débat fondamental mais quelque peu gratuit. Le film de Spielberg existe, des millions de spectateurs le verront. S'il leur donne le désir d'en savoir davantage, de voir le film de Claude Lanzmann, de lire Primo Levi -hypothèse très optimiste !- ce sera une réussite. Un échec, s'ils remettent leur mouchoir dans leur poche après avoir versé un torrent de larmes, ne gardant en mémoire que l'image du "bon" nazi incarné par Schindler.

Evelyne Le Garrec

COUPS DE CŒUR

- ***"De la folie", cycle de films avec notamment "Histoires autour de la folie", Ville-Evrard pendant la guerre. En avril, nouveau cycle : "Le documentaire et les pouvoirs". Les Dimanches du documentaire à l'Entrepôt, Paris. Tél : 45 40 78 38.***
- ***"C'est la guerre", celle de 1939-1945, vue par un enfant de onze ans, Louis Calaferte. La lecture mise en scène de ce texte est d'Alain d'Haeyer, et l'événement se passe au Prato, 62 rue Buffon à Lille, le vendredi 25 mars. Tél : 20 52 71 24.***
- ***Le Bateau Théâtre "La Mare au Diable", accueille le spectacle "Moi j'aime pas la mer", adaptation du roman de Françoise Xenakis. La mise en scène de Michel Nicollet respecte fidèlement les péripéties de ce roman. En dépeignant avec humour et humeur son propre couple, l'auteur nous invite à regarder le nôtre, c'est parfois douloureux, mais souvent comique. Du 15 au 17 avril à 19 h 15, face au 3 quai Malaquais, Paris 75006. Réservations : 40 46 90 72.***
- ***Créé en 1990, "Théâtres au cinéma" est le premier festival consacré aux liens unissant ces deux formes artistiques. L'édition 94 réunit le couple Joseph Losey-Harold Pinter. Rétrospective et hommage tout à la fois de deux créateurs en harmonie, jusqu'au 29 mars au Magic Cinéma, rue du Chemin-vert à Bobigny. Tél : 48 30 32 87.***

Document Jean-Jaurès



Le chèque en noir

Le chèque service est présenté par le pouvoir et par trop d'entre nous comme un nouveau dispositif pour créer des emplois. Admettons provisoirement ce pronostic optimiste. Cette procédure va entraîner, aux dépens de salarié(e)s qui sont le plus souvent en situation difficile (chômage, peu ou pas de qualification, femmes isolées) une forte régression sociale : pas de véritable contrat de travail, pas de références à une convention collective, pas de prise en compte de l'ancienneté, pas de suivi administratif, pas de possibilité de formation, recours difficiles en cas de litige, protection sociale aléatoire, absence de garantie d'un minimum de ressources, ambiguïté du statut juridique de celui qui achète. Il s'agit donc d'un considérable retour en arrière par l'abandon de garanties obtenues par les luttes de nombreuses générations de travailleurs.

Ces dangers potentiels seraient, d'autre part, aggravés, si par malheur on utilisait ces chèques dans le secteur de l'aide ou du maintien à domicile des personnes dépendantes, de la petite enfance. Ce système peut rendre impossible l'évaluation des différents intervenants, la professionnalisation du personnel.

Il faut donc être irresponsable pour comparer ce gadget au chèque-restaurant ou au chèque-vacances. En effet, pour obtenir des résultats très aléatoires, on ouvre deux larges brèches : l'une dans les droits des travailleurs, l'autre dans l'intérêt de personnes qui comptent parmi les plus vulnérables de notre société. La lutte pour l'emploi dans le secteur des services de proximité et, surtout, dans l'aide ou le maintien à domicile, doit au contraire s'inscrire dans une autre dynamique : celle qui valorise tous les acteurs de la vie sociale et qui contribue à créer des emplois à la fois plus utiles et plus stables. Une nouvelle fois ne nous trompons pas d'analyse ! ■

Lionel Lhomme
(33) Saint-Médard-en-Jalles

Penser aux jeunes

Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) n'est certainement pas une commune représentative de l'état d'esprit de la gauche. Les militants socialistes y font sans découragement ce qu'ils peuvent pour montrer que le Parti est bien là et même un peu plus aujourd'hui qu'il y a un an. Mais il nous faut plus de "grain à moudre" pour attirer à nous la jeunesse qui nous fait tant défaut. La base a souvent des idées qui, à mon avis, ne sont pas suffisamment prises en compte.

Pour redonner l'enthousiasme à la gauche, il ne suffit pas seulement de critiquer le gouvernement Balladur, même s'il est nécessaire d'en souligner les erreurs et les carences. Il nous faut aussi des projets plus mobilisateurs. Qu'a fait le Parti pour la Bosnie ? Pourquoi n'avoir pas, par exemple, organisé des pétitions pour demander le "cessez-le-feu imposé" ? La Bosnie, aujourd'hui, est-elle moins "mobilisatrice" que l'Algérie dans les années 50 ? La dimension de son drame est pourtant européenne.

C'est en attirant la jeunesse que notre Parti renouvellera ses idées. Des "Etats généraux de la jeunesse" où celle-ci serait écoutée, rendrait notre démarche vers elle plus crédible parce qu'elle apparaîtrait moins électoraliste.

L'humanitaire et l'environnement intéressent nos jeunes. C'est dans cette direction que les signaux de nos dirigeants, de Michel Rocard en particulier, devraient être lancés. Il est encore temps de montrer que l'élection présidentielle n'est pas l'unique but de notre action mais que celle-ci est aussi de redonner du rêve et de l'espoir.

Les élections seront gagnées si ce dernier but est atteint. ■

Jean Laurent
(78) Saint-Germain-en-Laye

Prévost, Résistant et socialiste

Dans les quelques lignes de présentation de l'interview de Jérôme Garcin, parue dans votre numéro 219 p. 31, vous dites de Jean Prévost qu'il est un "écrivain oublié" et qu'il fut "résistant". Vous auriez pu ajouter qu'il fut adhérent du PS de l'époque et que son nom figure en tête de la liste des victoires PS de la guerre 1939-1945 sur la plaque commémorative qui se trouve à l'ancienne permanence de la section, 328 rue Saint-Jacques, 75005 Paris. ■

J.G. Bourras
(75) Paris

Une guerre oubliée

Dans la rubrique "à vos agendas", il manque une date et ça ne m'étonne pas car elle est ignorée par tous les partis politiques et gouvernements qui se sont succédé depuis qu'elle est entrée dans l'histoire de notre pays : le 19 mars 1962 à midi, fin officielle de la guerre d'Algérie qui avait duré sept ans et presque dix jours. Guerre sans nom, sauf pour ceux qui y ont participé. Tel est mon cas, pendant deux ans (1956-1958).

30.000 militaires français sont morts à l'aube de leurs vingt ans et la Nation les a oubliés. Heureusement, les survivants sont là pour commémorer leur mémoire dans la dignité le 19 mars de chaque année.

Militant socialiste depuis juin 1978, je déplore à chaque fois l'absence des élus socialistes à la cérémonie de l'Arc-de-Triomphe.

Nos fils effectuant actuellement leur service national hors de nos frontières sont mieux considérés que nous. Pourtant, nous n'avons pas à rougir du devoir accompli il y a trente-deux ans déjà ! ■

Pierre Boisrenoult
(75) Paris

adfe

- **Vous avez milité au sein de l'Association démocratique des Français à l'étranger. Avec elle vous avez défendu les causes les plus nobles : celles de la fraternité, de la laïcité, de la démocratie, de la solidarité et de l'ouverture au monde entier.**
- **Vous n'êtes probablement pas le seul "ancien" dans votre ville ou votre canton !**
- **Si vous êtes toujours disponibles pour une soirée conviviale, autour d'une spécialité étrangère et de quelques cassettes, si vous êtes toujours prêts à vous battre pour les idéaux que vous avez défendus, alors faites-le nous savoir au : 42 rue la Boétie, 75008 Paris.**
  Tél. : 45 56 15 79.
- **Nous serons très heureux :**
  de reprendre contact avec vous ; de vous communiquer les coordonnées de vos compatriotes qui ont bien voulu faire la même démarche que vous aujourd'hui ; de vous dire très simplement nos problèmes actuels et de vous proposer divers moyens de continuer la lutte.

Roland Topor



Dessinateur, peintre, écrivain, dramaturge, décorateur, acteur, scénariste, cinéaste et homme de télévision, Roland Topor est un touche-à-tout de génie. Il vient de publier quatre livres (1) où l'on retrouve dérision, ambiguïtés et incongruités, qui sont sa marque, et son fameux rire grinçant.

Vous venez de publier une pièce de théâtre, "L'Hiver sous la table". Dragomir, le héros, est-ce vous ? Et pourquoi vit-il sous la table ?

Non, ce n'est pas moi. Comme mes parents venus de Pologne, c'est un immigré. Une jeune fille lui a loué le dessous de sa table et il vit là. N'est-ce pas ce qu'on peut imaginer de mieux, d'être sous la table d'une fille qui a de jolies jambes et qu'on aime. Cette présence des deux jambes me plaisait. Et puis, je préfère écrire un conte que de traiter gravement du "problème de l'immigration". Le théâtre est pour moi la possibilité de représenter l'imaginaire, d'incarner, pour les autres, les personnages que j'invente. J'adore ça. Après, cela rentre dans le livre, et cela peut en ressortir à nouveau. C'est un mélange de réel et d'imaginaire.

"Tendresse est un mot qui me fait gerber", écrivez-vous dans "Courts termes". N'avez-vous donc pas de cœur ?

J'aimerais ne pas en avoir. Ce qui reste de l'amour, quand il n'y a plus l'érotisme, ne m'intéresse pas. Et la tendresse, l'amitié et l'amour ne sont pas des trucs faits pour en parler. Là-dessus, je suis peut-être pudibond. Je déteste les gens qui parlent avec émotion de l'être humain, je m'en méfie. Ceux qui utilisent le mot tendresse, je sais que ce sont des crapules. Chaque fois qu'il y a un moraliste, je sais qu'il va chercher les petites filles à la sortie de l'école, ou qu'il aime les petits garçons. Chaque fois que les gens parlent de pureté, vous pouvez être sûr qu'ils ont touché des pots de vin.

Les ambiguïtés, les incongruités sont constantes dans vos dessins et dans vos écrits...

Ce que je cherche, c'est la beauté. Cela peut paraître bizarre. Bien sûr, pas la beauté classique, pas celle de mon professeur aux Beaux-Arts qui disait : "Ne mettez jamais de poils, ce n'est pas beau". Sur quoi repose cette affirmation ? On sait, depuis Freud, que l'homme n'est pas homogène, qu'il est plein de zones d'ombre. Mon idéal est un mélange d'humour, d'érotisme, de tristesse, de gaieté et d'énergie, qui prend une forme que j'essaie de dessiner. Mon vocabulaire, c'est le dessin. Qui me permet d'exorciser mes peurs. Quand je dessine, quand je peins, et même quand j'écris, je me pose la question du Bien et du Mal, de mon goût ou de mon dégoût. Quant à l'écriture, son intérêt, pour moi, est de permettre de raconter des histoires. Ce que j'aime, c'est une expérience concentrée dans une histoire. C'est la fable, le conte, la nouvelle, le roman. Des leçons de survie.

> C'est dans les époques les plus pénibles qu'il faut que les artistes inventent. C'est un peu de pub pour la vie.

Vous avez aussi fait beaucoup d'affiches. Que faut-il pour que cela passe ?

Il faut un choc. J'aime Benetton parce qu'il a découvert que l'affiche est le média le plus populaire. Avec l'affiche sur le sida, il est allé, peut-être, un peu trop loin. Mais il montre le monde réel. Il est tellement plus facile de faire comme la quasi-totalité des publicitaires, de montrer de jolies personnes qui sont contentes, avec des sourires d'une oreille à l'autre, parce qu'elles ont trouvé un nouveau détergent, ou un beurre qui fait maigrir. Lui, essaie de montrer des images qui font réagir, qui rendent visibles les contradictions de notre société. Il revendique le réel. Moi, je hais le réel. "Le réel me donne de l'asthme", comme disait Cioran. Je ne supporte pas d'aller dans une administration, ni un flic ou un douanier qui me demande ce que j'ai à déclarer. Je n'ai rien à déclarer. Mais c'est toujours moi dont on va ouvrir la valise. Je me sens mal dans le réel.

Le rire est une de vos spécialités. Comme l'animalité et la scatologie..

Je ne pense pas que le dessin fasse rire. Quand le dessin me fait sourire, c'est déjà pas mal. Le rire, je crois que c'est quelque chose de beaucoup plus social. Il y a des rires ignobles. Comme rire de celui qui est différent ou de celui qui est maladroit. On trouve aussi des gens qui rient à l'enterrement d'un être cher. Le rire peut naître du malaise ou des nerfs qui craquent.

Quant à l'animalité et à la scatologie, je vis avec. Mais ce n'est pas une de mes spécialités. Je trouve insupportable cette prétention à l'angélisme. Je ne suis ni pour l'animalité exclusive, ni pour réduire l'humanité à son esprit. On vit dans l'organique. Et cet aller et retour entre la conscience et le piège corporel me paraît être la base de la tragédie humaine. Nous sommes tous nés d'une copulation. Et moi j'aime mes parents.

Que pensez-vous de notre époque ?

Cette époque en vaut d'autres. Les gens sérieux ont créé des règles, mais les dés sont pipés. Donc on s'en désintéresse. Si l'on attend que l'histoire soit belle pour avoir le droit d'être heureux, on ne le sera jamais !

On a fait de l'art dans les périodes les plus horribles. A cause de l'attachement à la vie. On se trouve dans un décor qui ne paraît pas beau et, tout à coup, un peintre en révèle la beauté. Pourtant, c'est un terrain vague.

Et soudain on va voir la réalité comme le peintre. C'est de la valeur ajoutée. Et c'est dans les époques les plus pénibles qu'il faut que les artistes inventent un peu de pub. Un peu de pub pour la vie.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) "La vocation théâtrale de Roland Topor", Gina Kehayoff, 144 p., 300 F.
"Courts termes" Dumerchez, 92 p., 135 F.
"Erik Dietman", Flammarion, 61 p., 95 F.
"Le voyage autour du monde sans la lettre A", Les Autodidactes, 60 p., 80 F.

Collection Christophel

Avez-vous vraiment tout essayé pour trouver un emploi ?

3617 JOBS

1 000 NOUVELLES OFFRES CETTE SEMAINE

- Offres d'Emploi Cadres de l'APEC
- Annonces des journaux gratuits du groupe SPIR Communication
- Stages d'Etudiant et de Premiers Emplois
- Offres de Manpower

l'Etudiant

apec

Coll Fondation Jean-Jaurès